

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Hôtellerie franciscaine - St-Maurice

Souffle d'Assise



**Simplicité volontaire,
crise financière,
crise des valeurs**

Samedi 16 mars - 9h30-20h30

Dimanche 17 mars - 9h30-17h00

Intervenant : M. Jean-Marie Brandt,
directeur de banque en retraite
avec l'appui de Mme Brigitte Gobbé,
animatrice du Souffle d'Assise

Participation : CHF 200.-
repas, nuitée et animation.

Date limite d'inscription : 11 mars
après de la réception de
l'Hôtellerie franciscaine.

Hôtellerie franciscaine
Rue A.-de-Quartery 1
1890 Saint-Maurice
Tél. 024 486 11 11
www.capucins.ch
foyer-reception@capucins.ch

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS
Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

AVERTISSEMENT

Ce document est un papier de travail (et non pas un document définitif préparé pour une publication) destiné à guider le débat sur la crise et à servir de référence pour des éventuels approfondissements et suivis de situation économique sur le moyen terme.

Les données qu'il présente ne sont en principe par référencées. Elles sont tirées notamment de la presse quotidienne, des revues spécialisées (BCV, Banque Pictet, Banque Edmond de Rothschild, Notenstein, UBS, ou de documents institutionnels (organismes onusiens, Conseil fédéral, FMI, OCDE, CVCI) et ne sont en principe pas explicitement référencées.

L'idée consiste à se faire une opinion personnelle la une lecture quotidienne de la crise dite financière qui a commencé aux USA en 2006 et en Europe en 2008 et qui continue.

La valeur de "*simplicité volontaire*" (reprise ici sous le terme de "simplicité franciscaine") est à redécouvrir dans la lecture de la crise que nous proposons, en fonction du "travail de groupe au fil du texte.

Une bibliographie, un aparté sur le concept suisse de *to big to fail* à l'origine et quelques chiffres sont proposés en annexe.

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

TABLE DES MATIERES

1- OUVERTURE - ENJEUX

2- FEUILLE DE ROUTE - OBJECTIFS

3- DÉFINITIONS - PARADIGMES (PRINCIPES DE CRISE)

4- LA CRISE - QUELLE CRISE ?

4.1- GÉNÉRALITÉS

4.2- ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DE LA CRISE

4.2.1 Les principes de l'analyse

4.2.2 Etymologie et définitions techniques

4.2.3 Les cinq phases de rupture et les changements de paradigmes (de principes)

4.2.4 Crise financière phase 1 (WALL STREET). Du crédit toxique à la crise de liquidité (la "grande récession") : rupture du principe de *confiance*

4.2.5 Crise financière phase 2 (WALL STREET). Du néolibéralisme à l'interventionnisme : rupture du principe de *Vérité*

4.2.6 Crise financière phase 3. Stratégie du cheval de Troie et crise de la dette : rupture du principe de *souveraineté*

4.2.7 Crise financière phase 4. Concubinage franco-allemand et pseudo-procuration des 27 : rupture du principe de *solidarité*

4.2.8 Crise financière phase 5. Stratégie de la balle dans le pied ou la Suisse se distingue : rupture du principe de *dignité*

5- OPINION

(AGGIORNAMENTO - SEMPLICITÀ FRANCISCAINE)

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS
Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

1- OUVERTURE - ENJEUX

- **Accueil**

- **Présentations**

- **Méditation**

Luc 4, 24 - 30 *«Mais lui, passant au milieu d'eux, allait son chemin».*

- **Enjeux**
 - personnels

 - collectifs

 - sociétaux

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

2- FEUILLE DE ROUTE - OBJECTIFS

2.1 - BALISAGE

- principe - méthode du séminaire

Etymologie et définitions de base de la crise

Repérage : paradigmes ou principes de crise

Repères historiques

Appréciation générale

Travail de groupe

- contenu du séminaire

La crise, quelle crise ?

Les cinq phases de rupture et les changements de paradigmes (de principes de référence)

2.2 - OBJECTIF (S)

- personnels
- collectifs
- sociétaux

Exprimer une opinion personnelle sur la signification des cinq phases de la crise aux points de vues *financier, économique, social, éthique, philosophique, spirituel* et «aller son chemin»¹ vers la «*simplicité franciscaine*»

¹ Lc 4, 30

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

3- DÉFINITIONS - PARADIGMES (PRINCIPES)

3.1- DÉFINITIONS

Crise

A la fois *rupture* et *opportunité*. Tension entre un pôle de *cassure* (mort) et un pôle de *guérison* (vie) dans la dynamique d'un *retournement* (par rapport à des repères, des paradigmes, ou des principes de crise (règles d'actions déterminantes dans la rupture de crise), des habitudes. Dynamique de guérison, ou de *conversion* au sens propre. Selon *Paul Ricoeur* :

"...c'est dans la structure temporelle [le quotidien vécu par moi] du processus de personnalisation [me forger une opinion]² que réside le nœud [le possible dénouement] de la crise. L'engagement [traduire l'opinion en acte responsable] est cet effort dirigé vers la formation de l'avenir humain [mon avenir, celui de mes enfants, de mon pays, de mes croyances] : la crise naît ainsi au carrefour où l'engagement est en lutte avec la tendance à l'inertie, à la fuite, à la désertion [la crise nous place devant un choix responsable]."³

Valeurs

Les valeurs évoquées, nos valeurs, sont les valeurs *judéo-chrétiennes*, celles qui fondent notre culture et notre identité.

Crise de la culture - "simplicité franciscaine"

La crise, c'est cette "*Crise de la culture*" qu'*Hannah Arendt* diagnostique⁴ dans la ***banalisation*** généralisée de toute chose : *dépersonnalisation, déresponsabilisation, perte de l'identité, du repère* dans le processus économique de l'*industrialisation* pris au sens large.⁵ Nous ajoutons comme un principe de base (à redécouvrir) : oubli de la "*simplicité franciscaine*".

Confiance :

- *Créance, foi, sécurité*⁶
- Sentiment universel qui, s'il n'est pas une valeur en soi, est le produit de l'ensemble de nos valeurs. Valeur de *synthèse*
- Respect de la personne dans sa *dignité* de créature au *libre-arbitre*, respect des institutions qu'elle a construites pour son mieux-vivre

² Les phrases entre crochets sont mes commentaires

³ RICOEUR Paul, conférence donnée le 3 novembre 1986 à l'Université de Neuchâtel pour le titre de Dr honoris causa, sous le titre : *La crise : un phénomène spécifiquement moderne ?*

⁴ ARENDT Hannah, *La crise de la culture*, (trad.) Paris, Editions Gallimard, 1972 et *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calman-Lévy, 1983

⁵ Cf. : ARENDT Hannah, *La Crise de la culture*, Paris : Gallimard, 1972 [1954]

ARENDT Hannah, *Condition de l'homme moderne*, Paris : Calman-Lévy, 1983 [1961]

⁶ Cf. Petit Robert

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

- *foi* en l'autre, en l'Autre, *credo* latin⁷, *pistis* grecque⁸ : fondement de la culture et de l'identité judéo-chrétienne qui ouvre, avec l'espérance, sur l'avenir et sur la projection anthropologique (que nous qualifions ici d'inspirée). Selon Emmanuel Levinas⁹, ce qui nous caractérise en Occident, c'est le *rapport éthique*, le *rapport à l'autre*, celui qui mène *au Tout Autre*, à *l'infini*, à *Dieu*, dans un impossible élan joliment qualifié d'*asymptotique* par Pierre Hadot¹⁰, puisque comme le résume Levinas : "c'est dans le visage d'autrui qu'il y a Dieu, et pour moi, toute la théologie."¹¹

La confiance, la *foi* dans l'autre qui mène à l'Autre, sont la clé du sens que nous donnons à notre finitude (fussions-nous croyants ou athées) et la clé de la valeur que nous plaçons dans la personne. Ces clés sont bien celle de la culture et de l'identité judéo-chrétiennes. Et, nous l'ajoutons pour le débat : les clés de la "simplicité franciscaine" ?

Liquidité

Or la *confiance* est la clé du système financier. En termes techniques on parle de la "*liquidité* du système". La liquidité est non seulement l'expression monétaire de la *valeur* économique, elle est à la fois le moyen et l'expression de la relation que les acteurs financiers entretiennent entre eux et avec les acteurs économiques. La disparition de la liquidité entraîne la disparition de la relation. La raréfaction de la liquidité entraîne les prix à la hausse, à commencer par ceux du crédit. La multiplication de la liquidité induit l'inflation et la perte de valeur économique.

Conclusion

La crise actuelle est une crise de liquidités, une crise de confiance, elle met en cause la valeur qui est au fondement de nos acquis judéo-chrétiens.

3.1- PARADIGMES (PRINCIPES)

- Dans la crise en général

La crise est *rupture* et *opportunité*. La sortie de crise ou sa *guérison* nécessite un *retournement* par rapport aux repères coutumiers, une *conversion* au sens propre, soit la prise en charge de paradigmes inédits. Nous parlons de «principes de crise», soit des "règles d'actions s'appuyant sur des jugements de valeur et constituant un modèle, une règle ou un but"¹² dans la gestion de la crise.

⁷ Confier en prêt, tenir pour vrai, croire, penser, avoir confiance, se fier, ajouter foi, croire

⁸ Confiance, crédit, bonne foi, fidélité, foi, croyance ; ce qui fait foi, action de tenir pour vrai, moyen d'inspirer confiance, de persuader, preuve. Utilisé aussi dans le sens du serment devant les dieux, du gage donné aux dieux, de la confiance dans les dieux, du pacte

⁹ LEVINAS Emmanuel, *Totalité et infini*, Pars, Kluwer Academic, 1971

¹⁰ in HADOT Pierre, *Eloge de la philosophie antique*, Paris, Editions Allia, 2003

¹¹ in LEVINAS ibid.

¹² Cf. Petit Littré

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

De même qu'on parle de "principes éthiques" chez Emmanuel Kant ou chez Hans Jonas, de même on parle ici de "principes" ou de *propositions premières*, ou non déduites, applicables dans les dimensions de la crise comme dans celle de notre analyse : finance, économie, société, politique, éthique, spiritualité et..."simplicité franciscaine".

L'avantage de ce choix est qu'il laisse l'intuition jouer son rôle, ce qui, avec l'imagination et le cœur sont indispensables en temps de crise. Il s'agit en effet de sortir de la norme et de la raison habituelles, en bref de changer de principe de base. Comme le dit Pascal : "les principes se sentent, les propositions se concluent". La crise a d'abord pour fonction d'alerter sur le mal plus profond dont elle est le symptôme. Elle ouvre sur les causes, permet un diagnostic et donne l'opportunité d'un choix responsable quant à la suite à donner, soit quant aux nouveaux principes à adopter. La suite à donner est de l'ordre de la remise en cause. C'est un *aggiornamento*¹³ au sens fort.

- Dans la crise actuelle

La crise que nous vivons depuis 2006 est unique par sa longévité, son étendue géographique et sa nature. C'est une crise de *liquidité* du système, ou de *confiance systémique*. Le symptôme est le manque de liquidités, le mal est la rupture généralisée de confiance dans le processus financier et sa contagion à travers les systèmes économiques, sociaux et politiques. Les paradigmes ou principes de crise qui s'appliquent sont, pour le système financier, le principe de *liquidité* ou principe de **confiance**, pour le système économique le principe de **Vérité**, pour le système politique le principe de **souveraineté**, pour le système social (au sens large de société) le principe de **solidarité**. On verra que le principe de **dignité** peut aussi être remis en cause, comme c'est le cas avec la Suisse. Le niveau d'intervention ou la pertinence des *principes de crise* montreront que la crise *financière* est une profonde crise des *valeurs* qui met en question le fondement de notre identité occidentale : notre culture.

Une autre particularité de cette crise est le diagnostic qui en est fait et le choix quant à la suite donnée ou à donner. Le diagnostic officiel demeure à ce jour au niveau de la crise *financière*, avec des complications économiques, sans que l'on pénètre au cœur du mal, qui est la crise de confiance, la crise du système, la crise d'une *culture*. La conséquence de ce diagnostic et de ce comportement de surface est logique : on soigne la crise de liquidités par l'injection quasi sans limite de liquidités, processus qui est rendu possible par le caractère souverain des Etats et de leur banque centrale, ainsi que par les ressources définies comme illimitées de ces dernières. On soigne le mal par le mal et on aggrave le mal. Pire, on permet la contamination du cancer financier dans les tissus économique et social, tandis que le politique, dépassé, se retranche derrière un déni systématique d'information, repoussant diagnostic et médication appropriés tel le chasse-neige qui accumule la masse à déporter dans son axe de progression. Dans l'intervalle la crise touche gravement une la partie la plus fragile de la société (en particulier les jeunes, mais aussi les retraités) et remet en question, comme nous le verrons plus loin, avec nos acquis sociaux, nos valeurs identitaires et culturelles. quant à l'Eglise elle demeure officiellement indifférente en ce sens que "ce n'est pas son problème"

¹³ Selon le leitmotiv de Jean XXIII au lancement du Concile Vatican II (que l'Eglise a officiellement utilisé au sens faible de "mise à jour")

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Le problème de la crise actuelle est multifacette :

- on soigne le mal par le mal : faute de confiance, les liquidités injectées dans le système pour l'irrigation des circuits économiques et la relance de la croissance, retournent aux banques centrales sous forme de dépôts rémunérés, aggravant le défaut de liquidités et renforçant le manque de confiance.
- la création ci-dessus de non-valeur économique se traduit comptablement par la montée exponentielle de l'endettement des Etats jusqu'à l'asphyxie assurée en cas de remontée des taux d'intérêt
- l'excès d'endettement des Etats met en question leur souveraineté, partant la qualité de l'endettement et réciproquement
- la masse de liquidités créée ainsi sans valeur économique stocke un potentiel de dévalorisation des liquidités et des valeurs économiques qui s'appelle l'inflation. Jamais si ce n'est à la fin de l'Empire romain et avant le nazisme, le potentiel d'inflation galopante n'a été aussi élevé. Il est à ce jour contenu avec succès par le maintien artificiel des taux d'intérêts à un niveau proche de zéro. Le danger est la non-anticipation du retour (tsunami) d'inflation selon la théorie économique classique
- la montée du marché des actions depuis septembre 2012 à ce jour n'est pas l'expression d'une croissance des valeurs économiques, mais le reflet évanescent et fragile d'une poussée de liquidités qui cherchent à se placer. A preuve le chômage augmente sans cesse jusqu'à des niveaux insupportables en Europe (10.7 % pour l'UE¹⁴ et 11.9 % pour la Zone EURO¹⁵ en janvier selon statistiques du 10 mars 2013¹⁶), au mieux stagne depuis six ans aux alentours de 8 % aux USA (légère décrue depuis décembre 2012, puis remontée : 7.9 % en février 2013)¹⁷, taux qui encore dépasse et de loin le minimum supportable.

Le **chômage** est à nos yeux le seul critère définitif qui permette de mesurer l'état de crise et la pertinence des mesures sur la durée. Nous mentionnerons deux chiffres :

- aux USA, le **chômage réel** (compte tenu des personnes sorties des statistiques pour chômage de longue durée) se situe entre 18 et 21 % et grimpe depuis trois ans dans l'UE jusqu'à dépasser aujourd'hui 11 %.
- le **chômage des jeunes** en Espagne par exemple atteint les 55.5 % (55 % en Grèce), ce qui signifie qu'une génération entière est sacrifiée.

¹⁴ Union Européenne : les 27

¹⁵ Les 17

¹⁶ Nos statistiques sont tirées de www.statistiques mondiales

¹⁷ Objectif de la FED : 6.8 % pour abandonner la politique de stimulation quantitative (QE : *Quantitative Easing*).

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Quant à la Suisse, qui pour le moment est épargnée par le chômage (on parle de "chômage structurel" ou "normal" (!) à 3.4 %), la crise financière est entrée par la grande porte institutionnelle et nous verrons que le lien entre crise financière et crise des valeurs est ici particulièrement explicite (principe de *dignité*).

L'idée que nous proposons est que les symptômes sont à notre portée et que leur analyse nous amène à identifier le mal, qui n'est pas la crise financière ou économique, mais une crise de **confiance** qui nous interpelle au fondement des *valeurs* de notre société.

La réalité de la crise, sa définition et sa particularité (le lien inédit entre symptôme - crise financière et mal profond - crise des valeurs) étant posées, nous allons analyser le mal afin de poser un diagnostic en profondeur dans l'objectif que cette réalité "fasse sens pour nous ici et maintenant", soit nous faire une *opinion* personnelle, ou pratiquer notre *aggiornamento* en revenant à la "*simplicité francisaine*".

4- LA CRISE - QUELLE CRISE ?

4.1- GÉNÉRALITÉS

En l'absence de diagnostic porté sur le mal profond dont la crise financière est le symptôme, la thérapie s'est limitée jusqu'ici à une thérapie de nature financière, soit une thérapie de surface. Cette attitude générale des dirigeants politiques occidentaux, limitée quant à sa nature, est présentée comme nécessairement illimitée quant à ses ressources : selon les déclarations de principe des responsables des institutions compétentes (les banques centrales) la thérapie (politique monétaire) est appliquée de façon illimitée jusqu'au redémarrage de la croissance. Il y va de leur crédibilité politique et non pas seulement de la crédibilité des mesures prises.

Il y a lieu de distinguer entre la *Federal Reserve Bank (Fed)*, ou Banque centrale US) et la Banque Centrale Européenne (*BCE*) : la première fait le pari de la croissance en rachetant pour partie les dettes de l'Etat fédéral et en échangeant les échéances courtes contre des longues, ce qui injecte dans l'économie des sommes équivalentes (trois mille milliards de \$ à ce jour !) sans exigence de contrepartie en matière de déficit budgétaire et d'endettement public (racheter les dettes de l'Etat par la Banque centrale revient à les faire passer de la main droite à la main gauche (deux personnes juridique, un seul contributeur économique). Les USA appliquent le *Quantitative Easing* (à trois reprises depuis 2009), qu'on peut taxer d'ultra-libéralisme ou de néo-keynésianisme. C'est donc un pari sur la croissance et non pas sur la rigueur. On injecte massivement ("sans limite") des liquidités en maintenant le taux d'intérêt artificiellement au plus bas niveau, dans le but de faire redémarrer la croissance par la consommation et les rentrées fiscales. Pas de changement de mentalité en vue. La crise n'apporte pas de «conversion». Et cela même si l'interventionnisme effréné dont a fait preuve l'Etat fédéral pour sauver Wall-Street et l'économie pendant les quinze jours de crise aiguë en 2008 révèlent une attitude en contradiction flagrante avec la loi de l'ultra-libéralisme de marché. La scène

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

se déroule sans autre forme de procès sur le théâtre mondialisé et en principe déréglementé de l'économie de marché¹⁸.

La seconde, avec le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Union Européenne (UE, les Vingt-Sept), en particulier l'Union Economique et Monétaire (UEM, les Dix-Sept) et la BCE, fait le pari du redressement de la croissance par la diminution de l'endettement et donc du déficit budgétaire (la rigueur). Cette attitude, qui jusqu'ici a amené ralentissement économique et récession, a placé les pays du Sud en état de crise grave à long terme en premier lieu au détriment de la classe moyenne et des jeunes. L'aggravation de la situation, en particulier l'affaiblissement du système bancaire a fait prendre à la BCE un quart de virage vers une attitude identique à celle de la FED en ce sens qu'elle s'est mise à racheter de la dette toxique à court terme pour l'échanger contre du long terme. Il s'agit ici d'une conversion qui nécessite un changement de mentalité socio-politique, partiellement contredite par le quart de virage pris depuis.

L'attitude de la Suisse se situe dans le cadre de la conversion ci-dessus franche et entière avec l'avantage de l'avoir adoptée avant la crise généralisée.

4.2- ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DE LA CRISE

4.2.1 LES PRINCIPES DE L'ANALYSE

L'analyse de cette crise et de son évolution permet de dégager différentes phases depuis 2006, dont les transitions sont caractérisées à chaque fois par des sauts qualitatifs consistant en ruptures ou changements de paradigmes (de principes de crise). L'intérêt n'est pas seulement de définir ces principes de crise, mais surtout d'examiner dans quelle mesure le saut qualitatif, le retournement ou la conversion ont été accomplis pour la guérison.

Il s'agit de distinguer la *rupture*, qui est une action, et la *cassure* qui est à la fois un état et le résultat de la rupture.¹⁹ L'intérêt de la crise est l'*opportunité* de cassure qu'elle représente par rapport à un processus de dégénérescence latent. La rupture est une dynamique de séparation à son point paroxystique : il n'est plus de retour possible en arrière à l'état *ex ante*. Encore subsiste cependant le potentiel de survie aux conditions du retournement (conversion). Retournement (conversion) signifie changement de paradigmes (principes de crise). Persistance dans le non-retournement (non-conversion) implique disparition, mort.

On peut relever que de la crise actuelle, sous sa visible stabilité de surface et sur son plan de traitement, a connu à ce jour cinq retournements impliquant changement de paradigmes (de principes de crise). Ce sont à chaque fois des ouvertures vers la sortie de crise. Nous allons analyser cette évolution (révolution) et tenter de nous faire une opinion quant aux résultats et à leur signification positive ou négative.

¹⁸ *Terminologie actuelle pour capitalisme*

¹⁹ Cf. Petit Robert

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

4.2.2 ETYMOLOGIE ET DÉFINITIONS TECHNIQUES

- **crise**

Grec *crisis* (κρίσις) : faculté de se faire une opinion personnelle, de séparer (distinguer, juger, faire un choix, séparer, trier, contester), et d'agir en conséquence : décider par choix. Phase aiguë d'une situation aliénante, telle la maladie.

Grec *krino* (κρίνω) : séparer, distinguer, choisir, décider, trancher, juger, interpréter, faire entrer dans la phase critique.

- **valeur**

Latin *valeo* : être fort, puissant, s'établir, se maintenir, régner, avoir une signification, un sens, être en bonne santé.

- **Crise financière**

Crise de change, ou bancaire, ou boursière, ou de la dette publique (relativement fréquentes). Une crise financière qui dure comporte des conséquences sur l'économie.

Crise économique

Les conditions-cadres de la société, les structures et les procédures de gestion de ses ressources, sont mises en question au point de risquer une détérioration durable (peut être partie intégrante de cycles économiques, et répondre à des jugements et des actions conventionnelles).

Récession

Période pendant laquelle le PIB décline et le chômage augmente

Dépression

Diminution durable de la production et de la consommation (depuis deux trimestres consécutifs de baisse du PIB)

Crise en général

Situation qui exige un jugement et une décision hors des schémas habituels, ou de l'expérience acquise, elle a une dimension relationnelle, éthique et elle :

- Fait appel à l'opinion personnelle
- Se présente comme un paroxysme qui nécessite de rompre avec l'acquis, l'habitude
- Représente la fin d'un monde et des composantes incapables de s'adapter
- Offre le potentiel de renaissance à un monde meilleur

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Saut qualitatif dans l'évolution du monde, de la société, de l'homme, état de séparation entre deux mondes, deux manières d'être et de faire.

Opportunité de faire mieux, beaucoup mieux, qui est inattendue, qui nécessite un bon jugement et un engagement immédiat.

- TRAVAIL DE GROUPE

Donner une définition de la crise en général et de la crise actuelle

Identifier les enjeux de la crise, de la crise actuelle

Définir les termes de *finance, économie, croissance, récession, dépression, inflation, déflation* et expliquer leur signification, les enjeux et les valeurs qu'ils comportent

Etablir un critère objectif de paradigme ou de principe de crise

Analyser les articulations finance-économie, économie-éthique, économie-culture, culture-religion dans notre civilisation et notre histoire

Définir les principaux paradigmes culturels et identitaires en Occident

Exprimer une opinion personnelle sur la crise en général, la crise actuelle aux points de vue éthique, philosophique, spirituel et au sens de la "simplicité franciscaine"

4.2.3 LES CINQ PHASES DE RUPTURE ET LES CHANGEMENTS DE PARADIGMES (DE PRINCIPES)

- **Crise financière phase 1 (WALL STREET). Du crédit toxique à la crise de liquidité (la "grande récession") : rupture du principe de *confiance***
- **Crise financière phase 2 (WALL STREET). Du néolibéralisme à l'interventionnisme : rupture du principe de *Vérité***
- **Crise financière phase 3. Stratégie du cheval de Troie et crise de la dette : rupture du principe de *souveraineté***
- **Crise financière phase 4. Concubinage franco-allemand et pseudo-procuration des 27 : rupture du principe de *solidarité***
- **Crise financière phase 5. Stratégie de la balle dans le pied ou la Suisse se distingue : rupture du principe de *dignité***

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

4.2.4- CRISE FINANCIÈRE PHASE 1 (WALL STREET). DU CRÉDIT TOXIQUE À LA CRISE DE LIQUIDITÉ (LA "GRANDE RÉCESSION") : RUPTURE DU PRINCIPE DE *CONFIANCE*

- REPÈRES HISTORIQUES

Fin 2006

Subprimes (1000 milliards de pertes, 23 % du crédit immobilier USA)

Eté 2007

Bear Sterns Companies Inc. annonce la reprise de deux de ses **hedge funds** en difficulté (20 milliards) (Juin 2007)

Baer Stearns au bord de la faillite suite subprime (la 5^{ème} plus grande banque de Wall Street), chute de l'action de \$ 123 à \$ 10, renflouée par la FED (**to big to fail** et **rule of exception, Patriot act**)

Northern Rock en faillite, **Deutsche Industrie Bank (IKB)** en difficulté suite crise **subprime** (alors qu'elle est spécialisée depuis 1924 dans le crédit à long terme aux PME allemandes), sauvée dans le cadre de **l'intervention de l'Etat** avec un consortium de banques au prix de 6 milliards, cédée en 2008 à 90 % à **Lone Star** (**fonds de pension US**) pour une bouchée de pain

13 organismes de crédit immobilier font faillite en un mois (août)

Allemagne : Deutsche Industrie Bank (IKB) en difficulté à cause des **subprimes** immobiliers (fondée en 1924 pour le crédit à long terme aux PME allemandes) sauvée par l'Etat avec un consortium de banques pour 6 milliards, vendue à Lone Star, fonds de pension US pour une bouchée de pain.

France (9 août) : Fermeture des SICAV alternatifs BNP (équivalent des **hedge immobiliers US**).

Assureurs monoline en crise (rehausseurs de crédit sur base des agences de notation, fondés pour les crédits municipaux). Révélation du rôle des **agences de notation** en période de crise (Novembre 2007)

Novembre 2007

Matières premières flambent, **récoltes** deviennent hors de prix pour le quart-monde, où les terres **arables** se vendent à l'encan. Les Chinois **colonisent** l'Afrique volens nolens.

La **spéculation** dénature et compromet la **valeur économique**.

USA : phénomènes des valeurs refuges, mise en question de la gestion traditionnelle, alors que chute demande maisons neuves 42 %, baisse prix immobilier 20 % met 20 millions d'Américains à la rue

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Krash des bourses (25 à 40 %). Pertes des caisses de pension. Gestion traditionnelle décrédibilisée et retour en force du **hedging** et de la **shadow finance**, tentatives de réglementation "pour la façade"

- APPRÉCIATION GÉNÉRALE

Le crédit **subprime** est par définition un crédit accordé à des débiteurs situés au-dessous de la classe normale de risques, dont on sait, ou dont on prend le risque qu'ils ne paient ni intérêts ni amortissement. La spéculation (ou le leurre) porte sur la croissance illimitée (à l'horizon financier) de la valeur du gage, soit en l'occurrence la maison d'habitation (!). De plus aux USA le créancier gagiste a le droit de propriété immédiate sur le gage en cas de défaut, il a revendu le risque à des brokers qui l'ont à leur tour revendu, il l'a *titrisé* ou *hedgé*. La croissance a soudain cessé et la bulle a explosé. Gangrénée par l'intermédiation financière, la liquidité du système s'est soudain asséchée comme jamais à ce jour et la confiance a disparu. Ni l'une ni l'autre ne sont rétablies à ce jour.

Diagnostic : *mythe prométhéen* de la *croissance illimitée*, *tort moral* : instigation à l'endettement au motif du projet social du bonheur²⁰, *intermédiation financière* au motif du principe de précaution.

La crise a démarré aux USA, fin 2006, par la crise dite des *subprimes* (1000 milliards de pertes, 23 % du crédit immobilier USA, aujourd'hui 50 millions d'américains à la rue, en-dessous du seuil de pauvreté, de tous milieux et professions, nourris au ticket de rationnement, officiellement 8 millions de chômeurs en moyenne depuis 2007- 2008, en réalité (hors-droit et donc hors-statistique) 18 - 20 %.

L'UBS est la première banque non-américaine à réagir. C'est le fameux sauvetage par la confédération et la BNS de 2008. Nous verrons cet épisode au chapitre 4.2.8

Tandis que l'Europe ne saisit pas la symptomatologie avant 2009 (ne lit pas les signes et ne se remet pas en question, donc refuse de considérer entrer en crise), commence la crise que les USA ont officiellement qualifiée de "*Grande récession*" en référence à la crise de 1929 "*Grande dépression*".

La période de récession de l'économie américaine provoquée par la crise financière de 2007 - 2008 [...] a commencé au quatrième trimestre 2007 et s'est achevée au deuxième trimestre 2009 après une chute du PIB de 5%. La durée de cette contraction aura donc été de 18 mois, ce qui en fait la plus longue depuis la crise des années 1930, qui avait duré 43 mois.²¹

- TRAVAIL DE GROUPE

Expliciter l'événement de la phase 1 de la crise qui vous paraît le plus significatif dans notre démarche. Expliquer notre démarche et pourquoi

²⁰ CF. SANDEL Michael, *Le libéralisme et les limites de la justice*, (Trad.) Paris, Editions du Seuil, 1999. p. 59

²¹ L'ÉCONOMIE MONDIALE 2013, *CEP II*, Paris, les Editions La Découverte, 2012. P. 21-22

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS***Souffle d'Assise - Simplicité volontaire***

Dire pourquoi le *subprime* attaque le cœur de l'économie (gestion de la maison)

Identifier un paradigme (ou principe) de crise objectif (quantitatif) qui caractérise la phase 1 et décrire sa signification en termes de retournement (conversion). Situer ce paradigme sur la scène de la mondialisation

Identifier un paradigme (ou principe) de crise subjectif (qualitatif) qui résume nos valeurs et qui caractérise la phase 1 et décrire sa signification en termes de retournement (conversion). Situer ce paradigme sur la scène de la mondialisation

Définir "*subprime, hedging, shadow finance, intermédiation financière, titrisation,* " et expliquer leur signification des points de vue finance, économie, éthique, philosophie

Définir le rôle des *Agences de notation* par rapport au rôle des institutions débitrices (Etats, Banques, Banques centrales)

Analyser les articulations finance-économie, économie-éthique, économie-culture, culture-religion et leur évolution à la lumière de la phase 1

Approfondir l'articulation "*subprime*"- culture

Exprimer une opinion personnelle sur la signification de la phase 1 de la crise aux points de vue éthique, philosophique, spirituel et au sens de la "simplicité franciscaine"

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

4.2.5- CRISE FINANCIÈRE PHASE 2 (WALL STREET). DU NÉOLIBÉRALISME À L'INTERVENTIONNISME : RUPTURE DU PRINCIPE DE VÉRITÉ

- REPÈRES HISTORIQUES

Fin 2007

Les banques se tournent vers les **Fonds souverains**²²

Actifs toxiques et toxicité des maisons d'habitation (base *classe moyenne*)

Evaporation de la confiance avec la liquidité, blocage du marché financier : crédit tari, contreparties suspectes

Effondrement des garanties immobilières et remise en question du **principe de précaution** (zéro risque) : cancer généralisé par la **titrisation**, le **hedging** (*asset-backed-securities, mortgage-backed-securities, collateralized-debts-obligations*) dans un environnement global déréglementé. Découverte du **risque systémique, to big to fail**

Début 2008

Indy mac, courtier immobilier fait faillite (32 milliards)

Bear Sterns est vendue de force par la **FED** à **JP Morgan** pour \$ 2 (!), mettant à disposition 30 milliards de dollar

Société Générale, scandale annonce de 5 milliards de pertes. Rogue traders²³ comme Jérôme Kerviel (**lignes de trading personnelles** jusqu'à 60 milliards : responsabilité de la banque, de ses dirigeants, de ses contrôleurs)

Madoff, où est la différence ? (4 août)

La spéculation révèle le **mensonge hiérarchique** et la déviance des **fonds propres**

Été 2008

Krash des bourses (25 à 40 %). Pertes des caisses de pension. Gestion traditionnelle décrédibilisée et retour en force du **hedging** et de la **ligne de trading personnelle**, tentatives de réglementation "pour la façade"

²² L'enjeu et la problématique des Fonds souverains sont développés plus loin

²³ Trader agressif agissant en principe pour compte propre de l'établissement ou soi-même sur de très nombreuses opérations à petite marge mais très sophistiqués

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Fanny Mae et **Freddie Mac**, instituts créés pendant la Grande dépression par l'Etat, pour faciliter le crédit hypothécaire, les jumeaux schizophrènes, avec 5300 milliards de crédits hypothécaires (70 % des crédits hypothécaires US) **titrés** et donc répandus dans le marché, (**mortgage-backed-securities**), en un jour l'action est dévalorisée de 74 % (12 juillet)

Lehmann Brothers, faillite pour l'exemple, une première et dernière. 600 milliards d'actifs, 25000 employés, mort due au pari sur la baisse via CDS (**Credit default swaps**²⁴), puis attaque **spéculative** du marché

Wall Street folles semaines de panique. Le monde financier et économique au bord de l'implosion

Morgan Stanley, **Goldmann Sachs** se mettent sous la protection de la FED, puis toutes les banques d'affaires, y compris **Bank of America**. **The rule of exception (Patriot Act)** fracasse l'absolu du **libéralisme** !

Le **Mensonge d'Etat** : Goldmann Sachs avait géré la contrepartie swap et assurance du montant de 47 milliards de dette grecque que la Grèce avait **soustrait** de ses statistiques. Cette banque avait de concert avec Bank of Scotland

American Insurance Group (AIG), le troisième plus grand assureur mondial (après ING et Axia) (130.000 employés, 74 millions de clients, est repris par le gouvernement à 85 %), grâce à un prêt de 85 milliards au taux de 8.5 % au-dessus du *Libor*, suite aux pertes de 18 milliards encourues en raison du manque de contrepartie dans les **Credit Default Swaps**. Le bureau de Londres (*hedge* : a passé du *money market fund* au *commercial paper*) avec sa petite banque d'investissement sur les dérivées, détient des **CDS** pour 62 milliards fin 2007. A ce moment, le **risque CDS** passe de **25** milliards à **1000** milliards à travers le monde (15 septembre 2008)

Plan Paulson-Bernanke (futur Plan TARP²⁵): une première, se base formellement sur la *notion too big to fail* : l'Etat reprend ses parts et sauve les deux établissements. Pour la première fois, la crise financière est clairement économique et sociale. L'Etat libéral débourse 700 milliards \$ pour sortir les actifs toxiques du système financier

Plan **TARP**²⁶ d'abord rejeté par Congrès le 28 septembre, puis panique, enfin accepté le 3 octobre, mis en pratique 24 novembre. Constat d'une **récession** dès 2007, dès 2008 tous sont touchés, 8 octobre 2008, plan opérationnel : culture postkeynésienne de la planche à billet. **Particularités US** : mise sous **tutelle** des banques, **planche à billet** illimitée ! Une philosophie de **leader** : garantie des dépôts, gel liquidités bancaires, apport en quasi-capital aux banques, mariages forcés, augmentation dépense publique, réduction des impôts, coordination en G20, **partenariat** mondial proposé. **Passivité européenne**.

Automne 2008

²⁴ CDS : couvre le risque de dépôts de titres qu'on ne possède pas

²⁵ Voir ci-après

²⁶ **Troubled Asset Relief Programm**

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Octobre 2008 à octobre 2012

TARP I, puis II) : en plus des 700 milliards de dollars, gestion administrative de contrôle et politique de communication aux contribuables : *Public Investment Programm*, partenariat public-privé, rachat des créances douteuses et des titres *hedgés* pour éviter les nationalisations. Le plan keynésien de relance par excellence : on mise sur la **croissance** du PIB, la chute du **chômage** et l'augmentation des rentrées **fiscales**! Le pari US : "Helicopter Ben" et interventionnisme monétaire ²⁷ de la FED, son "**Quantitative Easing**" (QE)²⁸ et les opérations **Twist**²⁹ :

QE1 décembre 2008, QE2 novembre 2010, QE3 en septembre 2012³⁰ ont augmenté la masse monétaire de 820 à **2600 milliards** par activation de la planche à billets (augmente la liquidité et l'efficacité du marché financier) pour le rachat de titres d'endettement

17 juin 2009

Plan Obama-Geithner : volonté politique US d'inventer un régulateur systémique. La Fed plus un comité de régulateurs, plan abandonné 21 janvier 2010. La volonté du retour à de nouvelles régulations, avec notamment l'ancien directeur de la FED Paul Volcker, par exemple le retour au Glass-Steagall Act³¹ de 1933, aboli en 1970 lors de la déréglementation mondiale. Pendant ce temps, l'Europe paraît un **empire normatif en panne**

Fonds monétaire International (FMI) fait son retour sur scène et les **BRIC**³² sont interpellés en tant que bras de levier

Septembre 2011 et juin 2011

Twist 2 (en tout 667 milliards) par achat de dettes à long terme contre vente de dettes à court terme. 21 juin: prolongation de l'opération **Twist** du 30 juin au 31 décembre (échange d'ici à la fin de l'année de 270 milliards de bons du Trésor à moins de 3 ans contre des obligations de 6 à 30 ans, pour faire baisser les intérêts à long terme), maintien du taux directeur quasi nul

TARP se développe en fonction de la pratique (culture américaine): la Fed élargit les collatéraux garanties de financement, et allonge la maturité des prêts ; elle prend directement le risque de l'endettement, de la baisse des taux, et reprend le financement principal des banques et des entreprises : c'est le **Bank relief funds, Special liquidity Schem**, ou garantie étatique des dépôts, garantie de liquidité

²⁷ Taxé en général de néokeynésianisme

²⁸ Cf. Le Temps, 1^{er} octobre 2012 et UBS guide septembre 2012 : PROFESSEUR BERNANKE ET CHAIRMAN BEN, article de *Andreas Höfer*, Economiste en chef, UBS Wealth Management. On a 3 QE.

²⁹ Echange d'une durée courte contre un durée longue en matière de crédits (apaise le besoin en liquidités)

³⁰ Avec l'engagement de racheter pour 40 milliards par mois de titres adossés à des créances immobilières jusqu'à mi 2015

³¹ Nous répétons : séparation des banques de dépôts et d'investissements

³² Pays émergents : Brésil, Russie, Inde, Chine

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Juillet - août 2011

Réaction **normative** dans le domaine bancaire :

USA, **loi Dodd Frank** de juillet 2010, soit quasi retour au **Glass Steagall Act**, avec en plus cadrage des dérivées, limitation de la spéculation pour **compte propre**, encadrement des **to big to fail**, mais pas de visée sur les fonds propres des banques (pour mémoire : Europe, accord du 23 octobre sur les 9 % de fonds propres et Suisse, accord séparé jusqu'à 19 %)

Désignation des **to big to fail**, avec plan de secours présenté dès 2012, révision une fois l'an et obligation de FP non précisée à partir de 2016, surveillance de la rémunération des dirigeants (la mythologie devient universelle) :

UBS, CS, Bank of America, Bank of China, Bank of New-York Mellon, Banque Populaire CdE, Barclays, BNP Paris-bas, Citigroup, Commerzbank, Deutsche Bank, Dexia, Goldman Sachs, Crédit agricole, HSBC, ING Bank, JP Morgan Chase, Lloyds Banking Group,

Mitsubishi UFJ FG, Mizuho FG, Morgan Stanley, Nordea, Royal Bank of Scotland, Santander, Société générale, State Street, Sumitomo Mitsui FG, Unicredit Group, Wells Fargo

Début août 2011

pseudo-krach de la bourse Wall Street et monde : **820 milliards** en fumée

Octobre - novembre 2011

MF Global Holdings Ltd, faillite. Trader depuis 1783, membre du "*Over-the-Counter Group*", agent financier mondial majeur sur les dérivées. \$ 200 millions de perte sur position de 6 milliards sur le pari de la faillite grecque, trou de 700 millions dans la comptabilité, délits d'initiés possibles.

Septembre 2012

Loi Dodd Frank et initiative du G20 : réglementation nécessaire des dérivées et des opérations de gré à gré, lesquelles devraient répondre à une contrepartie centrale et passer par une chambre de compensation³³.

Impasse budgétaire. Plafond autorité endettement fédéral : 14.290 milliards³⁴, mais 3 fois le PIB US si l'on ajoute les engagements de chaque Etat, du privé et du secteur financier à la dette fédérale. Problème d'échéance : 58 % des bons du trésor échus en 2014, soit 2300 milliards en 2011, 3000 milliards entre 2012 et 2014. Déficit budgétaire : 1500 milliards, soit 10 % du PIB.

Problématique du "**fiscal cliff**" : obligation constitutionnelle début 2013 de couper les dépenses d'abord, puis d'augmenter les impôts pour diminuer la dette de 109 milliards par

³³ Non cotées

³⁴ **1917 : 11.5 milliards, septembre 2012 : 16.400 milliards**

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

an, perte immédiate de 2 millions d'emplois, entrée en récession Us et du monde³⁵ Le 1^{er} mars 2013 le Président OBAMA a lancé le programme de coût automatique de 85 milliards par année (il était parvenu à imposer aux Républicains en janvier une hausse fiscale de 600 milliards). On attend la perte de 750.000 emplois et une baisse de la croissance du PIB de 0.6 % en 2013

G20 agricole. Nouveau délai à 6 mois pour régler par l'autorité de contrôle aux USA l'imposition de règles plus strictes sur les matières premières.

La masse spéculative de l'échange mensuel (en totale opacité) de 200 000 milliards de \$, soit 200 x l'activité de la bourse de New-York. De 1993 à 2010, le nombre de contrats à terme sur les marchés réglementés a passé de 500.000 contrats à **65 millions**.³⁶

Janvier - avril 2012

Vœux pieux et bonnes intentions politiques du G20. Visées de relance mondiale : engagement des pays solides financièrement à la fois de laisser le marché s'équilibrer (pas de protectionnisme), et à soutenir la demande intérieure (Mais Plan USA de relance **Dodd Frank** en panne au congrès en raison des Républicains et statut quo des intentions de Doha : 2001, négociations Organisation Mondiale du Commerce, OMC). **Faites comme je dis**, pas comme je fais.

En effet relance planifiée de la croissance en panne 3.9 % pour 2011, 3.8 % pour 2012, mais :

USA 1.6 % en 2011, 0.3 % en 2012. Septembre 2012 : **chômage stable** à 8.1 (baisse de 0.01 due aux sorties retraite !) dont 45 % des 17-25 ans, 25 % Espagne (**jeunes** : 53 %), 34 % Grèce, jeunes ?) : le développement des échanges reste en panne, il faudrait injecter 359 milliards l'an pour relancer leur cycle de croissance, et besoins de 16.6 milliards pour attaquer la famine.

18 mai 2012

JP Morgan. Perte de 2 milliards de \$ sur le négoce et relance le débat sur la réglementation (projet de Loi **Dodd-Frank sur la réforme de Wall-Street**, la séparation des banques selon le type de leurs activités) et, partant, de la finance mondiale). JP Morgan en tête, qui a dû absorber **Bear Sterns** et **Washington Mutual** et qui passait pour un **modèle**, refuse l'idée de la re-réglementation et taxe Bâle III d'anti-américain (FP de 8 % chez eux contre 19 % prévus). Signes de **rupture** des Alliés !

Rumeurs de 5 à 9 milliards de pertes sur la spéculation pour compte propre. James Dimon, le Président, assume, ce qui est conforme à la culture anglo-saxonne et contraire à la culture continentale. Il s'agirait de **paris indicels sur la solvabilité de grands groupes américains** pour plus de 100 milliards. Rien n'a changé, bien au contraire depuis le symptôme des

³⁵ Cf. L'ÉCONOMIE MONDIALE, OP. CIT.P. 26

³⁶ Un contrat équivaut par exemple à 159000 litres de pétrole, ou 51 tonnes de sucre, ou encore 136 tonnes de blé

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

subprime La banque, signe indubitable de problème profond, suspend son programme de rachat de ses actions (15 milliards prévus jusqu'en 2013, dont 12 en 2012 le 21 mai 2012).

Juin 2012

Face-Book, entrée "mitigée" de en bourse : 100 milliard. Le comble de la **dérive financière**. Position spéculative perdante de Morgan Stanley (deux milliards de pertes le lendemain ?)

Première condamnation des huiles de Wall Street depuis le début de la crise : Rajat Gupta (gradué Harvard, président de Mc Kinsey, administrateur Procter & Gamble, Goldman Sachs, milliardaire couvert d'honneurs et philanthrope, pour délits d'initiés.

L'escroquerie continue.

Juillet 2012

LIBOR³⁷ - **gate** jusqu'aux USA via Réserve fédérale de NY, possible manipulation cartellaire, entente frauduleuse dénoncée par **UBS** (!) en 2011 sous couvert de la repentance ! Les \$àl, "membres du cartel" assignés par la justice US : UBS, J Morgan, Chase, Barclays, avec des soupçons sur Citigroup, HSBC, Royal Bank of Scotland, Deutsche Bank.

Chine - Afrique : 20 milliards de prêts aux Etats, financement infrastructures, avec le risque de l'échange matières premières contre produits manufacturés, 166 milliards d'échanges en 2011 contre 16 milliards en 2010, 2000 entreprises **chinoises** ont investi depuis 2010, résurgence de la corruption et Chine premier partenaire.

3 août (lundi)

Panique à la bourse : Knight Capital, courtier et *market maker* de plus de 500 titres de premier ordre, menacé avec l'ensemble des places financières, suite à des erreurs de comptabilisation informatique de centaines de milliers d'opérations en bourse faites dans la journée du 1^{er} août, (1400 emplois, 5 millions de comptes), voir ci-dessous

FED refuse d'accroître son soutien à l'économie, après **QE1**³⁸ (1700 milliards), **QE2** (600 milliards) et **TWIST** (700 milliards) : pas de QE3, croissance stagne à 1.5 % et chômage à 8%, argent facile qui profite à la bourse

6 août 2012

Knight Capital dans la journée :

³⁷ London interbank offered rate, le marché arbitre chaque matin le taux d'intérêt de référence du jour (enjeu : des centaines de milliards de \$ au quotidien)

³⁸ Quantitative Easing : rachat de Treasury bills (notes de crédit à court terme du Gouvernement) contre injection de monnaie

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Pendant presque une heure, le responsable ne trouve pas le bouton d'urgence pour stopper les opérations

doit payer 440 millions, soit l'équivalent des erreurs et l'entier de sa trésorerie

est repris pour le prix de la moitié du cours pourtant en chute libre lundi par le fonds Blackstone

Goldmann Sachs à la volée, puis d'autres reprennent le *market making* sur le champ

21 décembre 2012

Intercontinentalexchange (ICE)³⁹, géant des contrats de **gré à gré** sur l'énergie à Londres, rachète la bourse NYSE Euronext (la plus grande bourse d'actions créée en 1792, symbole du capitalisme financier à all Street) pour \$ 8.2 milliards

3 janvier 2013

Budget voté, mais provisoire : retardement de deux mois du **fiscal cliff**. Dette fédérale proche de 110 % du PIB (16.400 milliards)

15 février 2013

G20 à Moscou. Guerre des monnaies, détente budgétaire, intervention auprès des banques centrales : discussion sans plus. La Suisse sur un strapontin

mars 2013

FED, QE, Twist : 3000 milliards depuis 2008, 85 milliards par mois en cours par le rachat de créances dont 45 de bons du trésor (fin 2013 la FED aura absorbé 60 % du déficit budgété, ou 3.5 % du PIB), taux plancher lié à 0.25 % tant que le chômage ne sera pas à 6.5 % et si inflation pas plus que 2 % par an. Déficit budgétaire 2013 estimé à 901 milliards

- APPRÉCIATION GÉNÉRALE

En général

Interventionnisme dans l'absolu de la Vérité libérale, crise de **cohérence** et de **crédibilité**. Invention des leurres du **too big to fail** et du **risque systémique**. Confirmation antidémocratique, crise du lien politique de confiance avec la **rule of exception (Patriot Act)** et l'**interventionnisme** massif

³⁹ Deuxième bourse de contrats à terme (futures) après CME, Chicago

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Le rapport de la **Commission parlementaire** US présidée par le sénateur Rubin de 600 pages présente deux conclusions qui apparaissent comme des symptômes-repères de la crise :

Le plus grand vol qu'on ait jamais pu imaginer dans l'histoire,

Ce cas montrera si la justice américaine est capable de juger d'après les faits, et non pas d'après les individus qui sont derrière les faits⁴⁰

L'escroquerie continue aujourd'hui et coûte de plus en plus cher.

Je t'aime moi non plus ou les accusations protectionnistes américaines contre la Chine⁴¹ au risque de la crédibilité

Attitude **américaine** de **leader** : garantie des dépôts, gel liquidités bancaires, apport en quasi-capital aux banques, mariages forcés, augmentation dépense publique, réduction des impôts, coordination en G20, **partenariat** mondial proposé. Sans succès

La tension de crise : contradictions et collisions d'enjeux apparaissent flagrants sur la scène de l'économie de marché **mondialisée** et innervée par la **télécommunication** : la culture financière au risque de l'économie, le court terme au risque du long terme, la contradiction au risque de la crédibilité, le mal par le mal au risque de l'aggravation (contagion), l'habitude au risque du jugement et de l'opinion, le tort moral au risque de la justice, l'impérialisme au risque de perdre la face. Les symptômes de la crise révèlent l'abandon substantiel de la loi libérale de l'offre et de la demande jusqu'ici présentée comme vérité absolue devant s'imposer sur la scène mondiale à l'ensemble des acteurs, y compris les BRICS⁴² ou Pays émergents.

Les pays émergents poursuivent leur différenciation, à titre de référence le taux de croissance des pays les plus dynamiques (taux de croissance de 2011 à 2015)⁴³, en % :

- Chine de 9.5 (2011) à 7.8 (2013)
- Inde de 7.8 (2011) à 5.4 (2013)
- Russie de 4.3 (2011) à 3.9 (2013)
- Brésil de 2.8 (2011, 2010 : 7.5) à 1.9 (2013)

C'est naturellement l'une des conséquences positives de l'économie de marché globalisée : le développement économique s'accélère dans la majorité des populations défavorisées. Les conséquences cependant n'ont fait l'objet d'aucune prise de position planétaire,

⁴⁰ Synthèse personnelle

⁴¹ ETWAREEA Ram, Washington accuse l'automobile chinoise de concurrence déloyale et Pékin contre-attaque, Le Temps, 18 septembre 2012

⁴² Brésil, Russie, Inde, Chine

⁴³ Prévisions en 2012

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

En particulier

Aux réactions de pompier américaines qui sauvent le système bancaire et en partie l'industrie automobile (stopper la désindustrialisation) tout en faisant l'impasse sur la contradiction qui torpille le dogme de l'économie de marché (la **Vérité** ou loi absolue de l'offre et de la demande) et laisse en l'état la rupture (cassure ?) de l'image de leader ou de norme absolue, répondent des prises de position technique au plan européen. C'est comme si les 27 considéraient le *subprime* comme une spécificité américaine, tout en étant conscient de l'impact sur leur propre système bancaire évidemment contaminé

L'autorité de surveillance européenne des marchés (ESMA) propose le projet de directive EMIR⁴⁴ sur les **opérations de gré à gré** : il est prévu un contrôle **dual** (Etat et Bruxelles) avec une chambre de compensation. Un collatéral transparent devra garantir les positions et un registre les regrouper. Les marges devraient baisser de 40 %, sans compter le coût des fonds propres selon Bâle III et les **CDS** devraient en être substantiellement affectés⁴⁵

Le rôle des bourses est donc remis en question par rapport au dynamisme des opérations de **gré à gré**^{46 47} pour lesquels il n'y aurait pas besoin de bourse, mais d'une chambre de compensation surveillées par les autorités régulatrices : les garanties de traitement et de récupération seraient certes indispensables. EMIR ne donne pas les détails de fonctionnement de la chambre qui aurait dû progressivement entrer en vigueur dès le 1^{er} janvier 2013

L'Europe reste passive dans la pratique et n'anticipe pas la contagion. On argue du fait que le \$ est politique, et conditionné pour soutenir l'hégémonie américaine, notamment en regard du yuan chinois. Pourtant, pour la première fois, la crise financière est clairement **économique et sociale**

La perte de **confiance** se renforce par effet pervers de réciprocité. En outre les plans de relance économique fusent aux USA, en Angleterre, qui font le pari de la croissance. Les Européens, au contraire des USA, décident la rigueur et l'imposent (Grèce). Fractures dans le partenariat et la gouvernance mondiaux, aggravation de la perte de crédibilité et de la confiance au plan global.

Démonstration est faite de la non-valeur, mieux : de la **contre-valeur de la finance** et des risques économiques, sociaux et politiques qu'elle entraîne alors qu'elle devrait être au service de l'économie, etc.

Résultats

USA :

⁴⁴ Equivalent européen du *Dodd-Franck Act* américain

⁴⁵ Le marché concerné est évalué à \$ 650 milliards et le bénéfice des banques y afférent à 13 milliards

⁴⁶ *Over the counter*

⁴⁷ Le Temps, La place des bourses est remise en cause, 13 août 2012

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Le chômage s'est maintenu vers les 9 % (en réalité 19%) et sa durée a augmenté tandis que les jeunes sont de plus en plus touchés

Le déficit budgétaire a baissé de 10 % du PIB en 2009 (1400 milliards) à 7.6 % en 2012 (essentiellement par des coupes dans les dépenses), tandis que la dette fédérale a passé de 65 % du PIB en 2007 à 105 % en 2012

Depuis le début de la reprise mi 2009, la croissance a été de 2.2 %, pour ralentir à 1.2 % en 2012 et se situer en-dessous de son potentiel d'avant la crise (- 6%)

Les **inégalités** sociales se sont fortement accrues : le 1 % des plus riches s'est approprié le 93 % de l'augmentation des revenus⁴⁸

L'**inflation** produite par l'augmentation illimitée de la masse monétaire est provisoirement évitée par la stérilisation de ces mêmes liquidités sous forme de dépôts rémunérés des banques auprès de la FED : contradiction existentielle !

L'opération **TARP** a provisoirement sauvé le système bancaire. Le coût pour l'Etat est largement déficitaire si l'on tient compte de la recapitalisation de l'ensemble des banques. Depuis 2009, les fonds propres des 19 plus grands groupes financiers américains ont augmenté de 81 %, mais ceux-ci refusent toujours Bâle III.

Le **Dodd-Franck Act**, opération de réglementation éprouve un succès plus que mitigé

Les élections du 6 novembre 2012 n'ont visiblement pas changé la donne financière et économique

Conclusion

L'institution américaine prend ses responsabilités, agit vite et efficacement, au risque de la perte d'image due à l'incohérence manifeste entre la **Vérité** prônée du libéralisme et la réalité de l'interventionnisme. Elle échoue dans la "leçon au monde" (G20), en particulier vis-à-vis de l'Europe. C'est la rupture du **principe de Vérité**. En pratique elle a réussi à maîtriser les effets immédiats (financiers) de la crise, a échoué jusqu'à ce jour à sortir de la crise économique avec un chômage hors côte d'alerte persistant et une désindustrialisation accélérée, les faillites croissantes des Etats américains, l'accroissement de la dette, le retour à la dérégulation sauvage (*hedge, over the counter*, pas de diagnostic, pas de retour à l'éthique, Bâle III refusé aux USA

Les BRIC ont compris, continuent à jouer le jeu de l'économie de marché et la balance économique penche désormais du côté chinois. Ceux-ci rachètent à tour de bras industries occidentales en difficultés et terres arables en Afrique.

⁴⁸ Cf. L'ÉCONOMIE MONDIALE, OP. CIT. P. 29

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Crédit toxique et absence de transparence ont conduit à la crise de la liquidité, laquelle a été soignée par la technique financière. Le mal persiste et s'aggrave. La confiance a disparu jusqu'au niveau du principe de vérité économique

- TRAVAIL DE GROUPE

Lire sur le terres arables : Le Temps 29 décembre 2012 p. 8 et le Temps 21 décembre p. 12

Expliciter trois événements et trois mesures de la phase 2 de la crise qui vous paraissent les plus significatifs

Identifier le paradigme (principe de crise) qui caractérise la phase 2 et décrire sa signification en termes de retournement (conversion), mesurer la crise en termes de tension et de rupture, situer ce paradigme (principe de crise) sur la scène de la mondialisation

Définir ***opérations de gré-à-gré, Fonds souverains, asset-backed-securities, mortgage-backed-securities, collateralized-debts-obligations, risque systémique, to big to fail, lignes de trading personnelles, mortgage-backed-securities, Credit default swaps, rule of exceptio (Patriot act)*** et expliquer leur signification des points de vue finance, économie, démocratie, éthique, philosophie

Analyser les articulations finance-économie, économie-éthique, économie-culture, culture-religion et leur évolution à la lumière de la phase 2

Exprimer une opinion personnelle sur la signification de la phase 2 aux points de vue éthique, philosophique, spirituel et au sens de la "*simplicité franciscaine*"

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

4.2.6- CRISE FINANCIÈRE PHASE 3. STRATÉGIE DU CHEVAL DE TROIE ET CRISE DE LA DETTE : RUPTURE DU PRINCIPE DE *SOUVERAINETÉ*

- REPÈRES HISTORIQUES

Mai - octobre 2010

Premier plan d'aide à la Grèce

Dettes grecques (au départ) : **327** milliards

Aide : **110** milliards. Emprunt géré par la Commission européenne (indépendant des fonds de stabilisation : FESF, MESF)⁴⁹, prévu se déployer sur 3 ans (Commission 20, FESF 60, FMI 30), en échange d'un plan d'austérité, sous **compétence** de la troïka des créanciers (Commission européenne, BCE, FMI)

Juillet 2011 - mars 2012

Du **Cheval de Troie** grec au **laboratoire PIIGS**⁵⁰ ou les "malades" de la zone euro. Pic attendu de l'endettement pour l'ensemble des Etats de la zone euro en 2012 : 88.7 % du PIB (contre 66.3 en 2007). Considéré provisoirement hors PIIGS : la France, dette 1700 milliards (86 % PIB ; 1147 et 66.8 % en 2005

PIIGS, endettement : Italie 1900 milliards, Grèce 360 milliards, Espagne 1200 milliards (hors PIGS : France 1900 milliards)

En comparaison, la dette publique allemande 2010 totale atteint 2000 milliards d'euros, ou 78 % du PIB, et déficit budgétaire 3.5 % du PIB

La Grèce vend la partie marchande du port du Pirée à la Chine, introduisant cette dernière dans l'Espace Schengen. Quid de son orientation politico-économique ?

Septembre 2011

Deuxième plan d'aide à la Grèce

130 milliards, moyennant une **invitation** aux banques privées de twister les échéances sur le long terme avec une décote contractuelle (volontaire !!!) de **21 %**⁵¹ (soit 37 milliards). But réduire l'endettement grec à 130 % du PIB

⁴⁹ Fonds Européen de Stabilisation financière (Luxembourg), Mécanisme Européen de Stabilisation Financière (à entériner après décision en septembre 2012 de la Cour constitutionnelle quant à sa constitutionnalité. Voir par. 4.2.7

⁵⁰ Acronyme adopté en 2008 pour Portugal, Irlande (Italie), Grèce, Spain !

⁵¹ Contre 50 % en réalité

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

N.B. : Un effet pervers de la dette grecque : l'importance de la contribution "volontaire" des banques à twister la dette grecque, moyennant le renoncement à 21 % du nominal, vient du fait qu'un défaut par constatation d'insolvabilité (pour 21 % par exemple), soit une faillite, provoquerait la **suspension immédiate et automatique des assurances Credit Default Swaps** (CDS), contractés au fil du temps par les banques européennes auprès des banques US. Explosion du système financier !!!

Fin septembre 2011

Rendement des obligations grecques sur 0 ans : 25 %, jusqu'à 46 % ! Dé-crédibilisation du système et des mesures prises pour le sauver

Troisième plan d'aide à la Grèce en réserve

Dégager les banques centrales de la dette grecque, éventuellement renoncer au lien grec à l'Euro

20 mai 2012

Signes structurels (20 mai 2012) : chute des bourses en moyen 4 %, baisse du pétrole, refinancement Grèce à 10 ans 28.5 %, de l'Espagne 6.25 %, de l'Italie 5.8 %, de la France 2.84 %, de l'Allemagne 1.42 % !!!

17 juin 2012

Elections législatives en Grèce le (pour la seconde fois). Farce démocratique, mais les trois partis au pouvoir s'entendent (économies supplémentaires : 11.3 milliards (pour la façade ?)

Lundi 23 juillet 2012

Suite doutes officiels et "pédagogiques"⁵² de la troïka sur l'objectif de réduire la dette de 165 à 120 % du PIB en 2020, rumeurs d'abandon de la Grèce par le FMI et annonce de la montée des dettes européennes (88.2 % du PIB contre 87.3 % fin 2011): mini-krash boursier

27 novembre 2012

Accord de la Grèce avec ses créanciers après 13 heures de négociation (ministres des finances de l'Euro-groupe, présidente BCE, DG FMI) : en 2020, dette 124 % du PIB⁵³ (contre 120 % convenu lors du deuxième plan de sauvetage de 130 milliards de février 2012), nouveau budget d'austérité 18 milliards économies supplémentaires d'ici à 2016, enfon passer à l'acte par suppression de 125 000 postes fonctionnaires, injection de 44 milliards cash jusqu'au 31 mars 2013, rachat de 40 milliards de dettes (idem pour Portugal, Irlande), avec - 6.5 % de déficit budgétaire prévu en 2012, 3.5 % en 2013 et perspective que les créanciers privés renoncent à 107 milliards (décote). Selon es économistes, pour atteindre le but, la Grèce devrait faire des excédents budgétaires de 4 % depuis 2016

⁵² Sic

⁵³ La Grèce atteindra 175 % en 2016

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Le taux à 10 ans pour la Grèce s'est détendu (en-dessous de 10 % !!!)

Janvier 2013

Qatar et Grèce envisagent fonds commun d'investissement destiné aux infrastructures, chacun E 1 milliard, comme conclu peu avant avec l'Italie pour 2 milliards

- APPRÉCIATION GÉNÉRALE

La Grèce a épuisé sa capacité d'économies, sans amorcer la croissance : elle est en récession depuis 7 ans. Le mouvement de réforme, piloté par l'étranger, a démotivé et n'a pas pris sur les questions de fond. Problème de mentalité. Les extrêmes politiques, durs, risquent de gouverner le pays depuis les élections de juin 2012

La Grèce oscille entre son destin oriental et les avantages à court terme de son intégration à la Zone Euro. Une sortie de l'Euro, sans expulsion de l'UE est économiquement possible. Les dommages collatéraux sont incalculables (mais maîtrisables) et le rôle de cobaye attribué à la Grèce, moyennant perte de souveraineté (archétype du **Cheval de Troie** occupé par la Troïka) ne porte pas **économiquement** à conséquences vu que la Grèce fournit seulement 3 % du PIB européen

Le jeu du **Cheval de Troie** consiste à occuper le terrain et à expérimenter les limites en vitrine ou exemple pour les Européens. La classe moyenne grecque, les retraités, les malades et les jeunes en font les frais sans que l'Institution (pléthore de fonctionnaires inutiles, défaut de registres publics, passe-droits généralisés, ni la mentalité (pas le sens de la solidarité sociale et de structure fiscale, mais sens aigu de la solidarité familiale).

La fiance internationale, suivie du politique, inventent le **risque de défaut** pour la Grèce, afin d'éviter une situation de faillite qui entraînerait dans la minute et en priorité celle des banques créancières (françaises, mais aussi allemandes), puis quasi simultanément celle des brokers américains ou compagnies de réassurance crédits, risquant de provoquer la chute de Wall-Street et de la structure financière mondiale. Dans l'intervalle les banques grecques risquent la faillite faute de liquidités, les clients retirant en masse leurs dépôts (700 millions par jour depuis deux jours le 19 mai 2012) et les intérêts de la dette atteignant 7 à 8 fois ceux payés par l'Allemagne.

Pénurie de médicaments, les firmes exportatrices n'étant plus payées depuis deux ans et rupture des soins hospitaliers pour ceux qui ne peuvent pas les payer cash. Pendant ce temps, le gouvernement ne prend pas toutes les mesures nécessaires (cadastre, renvoi de la moitié inutile des fonctionnaires, imposition de l'Eglise hors culte) mais laisse aller les infrastructures et ponctionne les salariés déclarés et les rentiers. C'est un problème de mentalité et on ne la change pas en une génération. D'où l'occupation du Cheval de Troie.

La stratégie du **Cheval de Troie** est pratiquée par l'UE au risque de décrédibiliser la démocratie et l'Etat souverain et de créer un précédent pour l'Europe. En ligne de visée : ou bien passer à l'**Europe budgétaire et fiscale** au coût de la souveraineté, ou bien laisser

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

dériver les pays du Sud jusqu'à la rupture devenue inévitable du lien monétaire et politique
(*we are sorry, you know, but...*)

Le paradigme ou principe de **souveraineté** est remis en question et, partant, la **démocratie**. C'est l'image de l'Occident et de ses valeurs millénaires qui est mise en cause sur la scène mondiale. On passe avec la phase 3 de la crise de l'endettement à la crise de la dette souveraine, au risque de l'Etat de droit souverain et démocratique et de l'acquis social, et au mépris de la justice ou de l'équité

- TRAVAIL DE GROUPE

Commenter l'accord du 27 novembre 2012. Décrire l'enjeu pour la Grèce, l'UE, les tiers

Identifier le paradigme (principe de crise) qui caractérise la phase 3 et décrire sa signification en termes de retournement (conversion), mesurer la crise en termes de tension et de rupture, situer ce paradigme (principe de crise) sur la scène de la mondialisation

Définir **Cheval de Troie, laboratoire PIIGS, Credit Default Swaps, Europe budgétaire et fiscale**, et expliquer leur signification des points de vue finance, économie, politique, éthique, philosophie

Analyser les articulations finance-économie, économie-éthique, économie-culture, culture-religion à la lumière de la phase 3

Définir les principaux paradigmes culturels et identitaires de la Grèce et de l'Occident

Situer ces paradigmes à partir des éléments financiers apparus sur la scène de la mondialisation et évaluer leur évolution à la lumière de la phase 3

Exprimer une opinion personnelle sur la signification de la phase 3 aux points de vue éthique, philosophique, spirituel et au sens de la "*simplicité franciscaine*"

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

4.2.7- CRISE FINANCIÈRE PHASE 4. CONCUBINAGE FRANCO-ALLEMAND ET PSEUDO-PROCURATION DES 27 : RUPTURE DU PRINCIPE DE *SOLIDARITÉ*

- REPÈRES HISTORIQUES

2011

FESF : fonds de secours d'urgence et transitoire, doté à hauteur de **440** milliards⁵⁴, garantis par les 16 membres de l'UEM au prorata de leur capacité contributive pour des émissions obligataires en faveur des Etats membres (dont à l'origine Grèce, Portugal, Espagne !)⁵⁵

Le FESF a été ouvert en liaison avec deux autres facilités de crédits prises dans le cadre du futur **MESF**, soit :

- **60** pris dans le cadre du **MESF** par la Commission européenne sur son budget, pour droits de tirage (à ne pas dépenser) répartis entre les 27 membres de l'UE,
- **250** par le Fonds Monétaire International (**FMI**)

En octobre 2011, le montant limite d'utilisation a été abaissé à 440 milliards, dont utilisation à ce jour de **142** milliards pour Grèce, Irlande et Portugal.

2012

MESF : cadre ou filet de facilités de crédits qui fait appel aux ressources communes à l'Union européenne et au Fonds Monétaire International au prorata des capacités contributives des membres, destiné aussi bien à assurer la stabilité de la Zone euro (17 membres) que celle de l'Union Européenne (27 membres). Le MESF est destiné à tirer l'ensemble de l'UE vers une indispensable et trop longtemps repoussée **intégration budgétaire et fiscale**, condition sine qua non pour transformer l'**Union Economique et Monétaire (UEM)** en une véritable union économique et faire de l'**Euro** un réel instrument monétaire. Il s'agit ni plus ni moins de passer à l'intégration des politiques fiscales et budgétaires, ce qui ferait renoncer à la règle sacro-sainte de l'**unanimité** avec à la clé la perte des ultimes **compétences** nationales. Le MESF est destiné à devenir le futur **Fond monétaire européen** qui, sous la forme d'une banque, permette de concrétiser enfin la solidarité économique et financière entre ses membres. Prévu à l'origine pour 2013, la gravité de la situation le fait envisager pour 2012.

En résumé le MESF, créé par les 16 Etats membres de l'Union Economique et Monétaire répond à deux besoins d'importance et de priorité différentes :

- venir en aide à des Etats membres de la zone euro avec ses ressources propres (**750** milliards)⁵⁶, le Bureau Allemand pour la Gestion de la Dette

⁵⁴ Ce sont les 750 milliards du MESF qui ont été abaissés à 450 milliards

⁵⁵ 119.4 milliards par l'Allemagne, 89.7 par la France, 78.8 par l'Italie, 12.4 par la Grèce, 4.4 par la Slovaquie

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

- étant (sous l'égide de la Deutsche Bank), compétent pour émettre des emprunts, et garanti à 120 % par ces mêmes Etats
- consentir des prêts aux Etats membres et recapitaliser en direct les banques
 - agir avec 85 % de oui des membres, mais prisonnier des grands pays contributeurs (Allemagne : 27 %, France : 20 %)
 - devenir le pôle d'unification financière et économique de l'Union européenne tout entière.

Le MESF est créé dans le cadre du nouveau **Traité de Lisbonne**, avec un paquet de directives européennes (6 en tout) qui renforceront la gouvernance sur la fraude et la manipulation statistique (suite à l'"affaire grecque" avec Goldman Sachs), sur des amendes en cas de dérapage budgétaire et sur la mise en œuvre de sanctions automatiques en cas de déséquilibres macroéconomiques. Principe de la majorité renversée, avec droit de veto possible après quorum. Perte décisive de souveraineté des Etats-membres, au détriment des petits et en faveur des grands. Capital de dotation : 500 milliards

Le MESF est programmé pour prendre le relai du FESF créé en attendant

Critique de l'approche :

Le fonds d'amortissement ne servira qu'à financer la part d'endettement dépassant le 60 % du PIB, mais le volume total de cette dette excédentaire atteint **3.088 milliards** fin 2012. Dès 2013 les 27 membres, à un taux d'intérêt de 2.5 % sur 25 ans, ne devraient plus contracter de nouvelles dettes et dégager un excédent budgétaire de 1.7 % du PIB afin de financer l'amortissement

Une solution possible est abordée sans suite : que les banques demeurant solvables (au besoin grâce à l'aide internationale comme pour l'Espagne) empruntent les liquidités auprès de la BCE pour ensuite acquérir les obligations de leurs propres Etats, emprunts qui serviraient de garanties auprès de la BCE. Les banques seraient coupées de leurs marchés et nationalisées, mais le système tiendrait les quelques dix années nécessaires pour l'assainissement et le redémarrage de la croissance : "la faillite de l'Etat serait évitée tout en maintenant la pression pur qu'il se réforme et assainisse son budget."⁵⁷

12 septembre 2012

La cour constitutionnelle allemande juge le futur MESF conforme à la constitution et aux traités européens. Le marché réagit légèrement à la baisse le lendemain de cette annonce présentée depuis des mois comme décisive.

juin 2011

⁵⁶ Qui sont de nouvelles dettes des Etats membres

⁵⁷ Extrait de UBS Investor's guide, 6 juillet 2012. p. 7-9

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Création envisagée d'une **agence indépendante** de politique fiscale européenne, prévention des déficits internes de compétitivité et de leurs différentiels. Visée difficile vers une **union** économique et monétaire.

Août - octobre 2011

Diagnostic pour la première fois des risques **ETF**⁵⁸ et **dérivées** FMI, BRI, FSB : le risque systémique sur les **ETF** et les **dérivées**, notamment qui reposent uniquement sur des constructions de swaps, avec conflit d'intérêt entre émetteur et fournisseur qui appartiennent au même établissement, risque utilisation actifs illiquides, une seule contrepartie interne, avec une nuance pour les **ETF** : principale innovation financière en matière de **titrisation**, qui seront des produits de référence du marché en raison de leur simplicité, faible coût, transparence

24 septembre 2011

Bâle III : Comité de Bâle lance l'examen " le plus intrusif de l'histoire" pour mesurer le rapport entre les fonds propres et le risque (**liquidity coverage ratio**), cœur de la réforme Bâle III, qui doit être de 7 %, devra monter à 10.5%, avec une possibilité de le faire doubler

Jusqu'à 19 % pour les banques présentant un risque systémique (28 établissements ? d'ici à 2019). Sur 263 banques, 54 % ne seraient pas dans la zone, soit un *manco* d'actifs liquides de **1.73 trillions** au 31 décembre 2009

Cas d'école : **Dexia** (France, Belgique, Luxembourg), après rachat d'un rehausseur de crédits US (Financial Security Assurance) et d'une banque turque, risque immédiat de démantèlement, ou faillite, malgré première intervention et recapitalisation en 2008, dont garantie de la Banque Postale de 140 milliards, et malgré les **stress tests** communautaires passés avec succès en juillet. Le déclic est l'exposition au Portugal, Irlande, Grèce, Espagne en % du capital-actions : Dexia 250 %.

A titre de comparaison : KB 175 %, Unicredit 75 %, BNP Paribas 65 %, Santander 60 %, Société Générale 40 %, CS 10 %. Le **besoin total immédiat de recapitalisation** pour les banques est estimé à **140 milliards**. Ce montant comprend Bâle III à 9 %. Il est largement sous-estimé, car il ne tient pas compte de facteurs croissants en importance de **risque systémique** : dépôts et garanties **croisées** des banques, des assurances, des assurances avec les banques, risque de contrepartie et de **hedging**, opérations **hors bilan, swaps, over the counter**.

21 - 23 octobre 2011 **sommet européen, ENVISAGE** :

- réactualiser les décisions du 21 juillet sur la Grèce (second plan de sauvetage) pour 160milliards,
- forcer une **décote** de 60 % de la dette
- modifier la règle de l'unanimité au Traité

⁵⁸ *Exchange traded fund* : un fonds répond de l'incorporation papier d'un contrat sur matières premières (or)

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

- recapitaliser les banques à hauteur de **300** milliards (pour atteindre le ratio Cook de 9 %)
- entrée en vigueur début 2012 du **MESF** avec une capacité d'emprunt de 500 milliards
- transformer le FESF en banque et le faire financer par la BCE à hauteur de **2000** milliards
- transformer le FESF en **institut de garantie souveraine des crédits bancaires**.
- établissement d'une surveillance budgétaire

Cacophonie dans l'appréciation du risque :

Besoins en recapitalisation des banques pour la Grèce :

115 à 132 milliards selon S & P (basé sur les stress tests et ne comprend pas la valeur marché des emprunts souverains à long terme !). 220 milliards selon le CS pour l'ensemble des banques de la zone euro. 200 milliards d'euros selon le FMI pour idem

21 octobre

AAA de la **France** placée sous surveillance par Moodies. Cela n'a rien de sorcier ni d'inattendu, ni de décisif, mais est traité par le politique français comme les trompettes de Jéricho. Preuve que la confiance dans les institutions publiques n'existe plus, ni dans les banques ! Ou alors on proclame l'inefficacité des agences de notation et le scandale de leur diktat au service du financier, ce qui revient à vouloir casser le thermomètre au lieu de s'attaquer à la crise.

23 octobre **sommet ministres zone Euro, DÉCIDE** :

- consensus pour sauver l'Europe Economique et Monétaire
- pas de FESF sous forme de banque ou de garantie de la BCE
- Fonds de solidarité pour les banques européennes, pour 108 milliards, en contrepartie de la décote de leurs créances sur la Grèce à 50 %. sur base volontaire
- garantir par le FESF une partie des dettes de la zone euro
- créer un nouveau secteur au FMI avec les Pays émergents pour secourir la zone Euro

26 octobre 2011 **sommet européen des 17 intégrés aux 27** :

- **décote** de 50 % des créances bancaires sur la Grèce (base *volontaire*) et **recapitalisation** des banques touchées par la Grèce (**100** milliards sur 350 milliards de dettes grecques) à concurrence de 9 % en priorité par capitaux privés (modus inconnu), soit 120 % du PIB au lieu de 150 % (insuffisant !)
- augmentation plafond garantie **FESF** de 450 à **1000** milliards
- principe de création d'un fonds sous égide FMI avec participation des Pays émergents, intérêt chinois

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

- **volonté** de convergence budgétaire et fiscale, révision du Traité de Lisbonne, perte de compétence étatique au profit des grands Etats, retour à la **rigueur** budgétaire

3-4 novembre 2011

G20 : en réalité suivi du 26 octobre et **complaisance polie US et du BRIC**

janvier - avril 2012

FMI besoins : **430** de plus (700 au total) (Suisse : 26) verrouillage.

BCE : **LTRO**⁵⁹ (I : 489) (II en février : 530, soit plus de **1000** milliards en tout) besoins refinancement 800 banques et Etats périphériques, pour éviter l'assèchement du crédit, mais l'argent va dans la montée de la bourse ou retourne à la BCE. La BCE pompe là 33 % des liquidités européennes (en tout : 3000). La FED avait injecté 2000 sur 3 ans. FESF toujours à 440 (besoins : 1000 en tout). Effet sur la **bourse** uniquement.

FESF : **de 440 à 780**. Avec la suppression des contributions grecques et irlandaises, et suite aux déboursements en leur faveur : le FESF a fondu de 750 à 400 milliards. Il ne couvre pas besoins Espagne et Portugal d'ici à 2013. Besoins avérés : **3000** milliards !

Extension envisagée du fonds à 550 milliards, soit égale aux besoins de l'Espagne et du Portugal jusqu'en 2013. Remplacement envisagé de l'EFSF par le **MESF**.

MESF : 60 (inchangé, mais prévu intégrer le FESF).

Pour fin 2012 **plan d'aide à l'intégration des régions défavorisées** 376 milliards de 2014 à 2020 (après 347), soit 1/3 du budget communautaire de la période.

Excitations sarkoziennes : **Taxe Tobin** (taxe Robin des Bois, ou l'utopie devient croyance) : la France s'exalte et fait cavalier seul en lançant le projet. Le Brésil déclare adhérer si tout le monde fait de même, et encore : sous réserve du montant !

Le **Schwarze Peter italien** : Mise sous surveillance de l'Italie par les 27, alors que ce pays a la richesse de son endettement, que ses banques n'ont pas de véritables risques internationaux et que son industrie se porte bien (en \$: PIB 2200 milliards, 1900 de dettes ou 130 % du PIB, 3.7 % de déficit budgétaire, croissance PIB 2011 0.6 %, chômage 7.9 %, 15 % PIB zone Euro). Simplement, cette richesse n'est pas officialisée pour une part plus que matérielle (100 % du PIB ?). C'est la tactique de l'"**Homme Noir**" qui se perpétue après le succès du "Cheval de Troie" grec (PIB 312, 350 de dettes, 158 % du PIB, 10 % de déficit budgétaire, croissance 2011 - 5.1 %, chômage 17 %, 3 % du PIB zone euro). Mise en place depuis novembre 2011 d'un gouvernement technocrate (**governo tecnico**) avec Mario Monti et donc contournement de fait de la démocratie (effet **Schwarze Peter**).

⁵⁹ Long Term Refinancing Operation : du long contre du court (trois ans), comme aux USA

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

France. L'élection de François Hollande en mai 2012 relance l'idée de la croissance, alors que la Règle d'or (frein institutionnel à l'endettement) est confirmée par l'Allemagne d'Angela Merkel. Pour financer cette relance, les tenants de la **mutualisation** des dettes s'opposent aux défenseurs de la **souveraineté** fiscale et budgétaire. La **sortie** d'un pays de l'Euro-zone n'est plus un tabou (toujours le Cheval de Troie grec). A la clé, la peur panique de l'effondrement de l'Euro

février 2012

La CE a mandaté Erkki Liikanen⁶⁰ d'étudier le projet de séparer les activités des banques

BCE : stoppe son programme d'**achat d'obligations d'Etat sur le marché secondaire avec 220 milliards** conclus

mai 2012

L'Espagne ou le langage de bois : entre à son tour dans le cyclone : la politique d'austérité n'empêche pas le déficit budgétaire de dépasser les objectifs (9% au lieu de 7 en 2012), les banques disent avoir besoin d'une recapitalisation immédiate de plus de 100 milliards (officiellement, en réalité le montant dépend de la manière de comptabiliser les risques qui paraît en l'espèce au maximum à 20 % du total et on estime le besoin à 280 milliards !), les crédits toxiques ne sont pas assainis, le refinancement de la dette se fait à la mi-mai à plus de 6.5 % (pour un taux de 1 à 1.5 % payé à la Banque centrale). En trois jours, les clients ont **retiré** pour 800 millions de dépôts (au 18 mai 2012). L'Espagne confirme tous les jours qu'elle n'a pas besoin et ne fera pas appel à l'aide étrangère, ce qui, dans le langage financier équivaut à dire exactement le contraire

19 et 20 mai 2012

G8 : accueille F. Hollande et confirme la nécessité de **croissance** et le **maintien** de la Grèce dans l'Euro-zone.

Issue-phare du référendum irlandais sur le pacte de stabilité le 31 mai

20 mai 2012

Signes structurels (20 mai 2012) : Chute des bourses en moyen 4 %, baisse du pétrole, refinancement Grèce à 10 ans 28.5 %, de l'Espagne 6.25 %, de l'Italie 5.8 %, de la France 2.84 %, de l'Allemagne 1.42 %

17 juin 2012

CS Euroreal, dissolution forcée, fonds de placement immobilier en Allemagne avec remboursement des parts depuis fin 2012 jusqu'à 2017. 200.000 investisseurs bloqués, pour un volume d'Euros 6 milliards

Divergences franco-allemandes sur les fondements de la vision de sortie de crise.

⁶⁰ Président Banque centrale Finlande

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

29 juin, le 27 à Bruxelles

Mutualisation de la dette : FESF, et futur MESF (institué, mais suspendu à la décision de la Cour constitutionnelle allemande fin septembre) pourront intervenir sur le marché des obligations d'Etats qui respectent les contraintes de discipline. Capacité d'emprunt maintenue à **800** milliards. Fin de l'obligation d'**unanimité** pour les décisions au sein du MESF

Croissance. Vœux français : injecter 120 à **130** milliards, dont 60 à fin 2012 dans les projets européens (soit 1 % du PIB communautaire) via BEI, MESF, garanties publiques d'emprunts privés ou euro-obligations

Taxe sur transactions financières repoussée à fin 2012 (pas d'unanimité)

Rapport demandé pour octobre sur les 4 piliers de l'intégration budgétaire : union bancaire, intégration budgétaire avec surveillance mutuelle, convergence politiques économiques, légitimité démocratique

Pas d'élargissement des troïkas conditionnant l'allocation des aides en-dehors de Grèce, Portugal, Irlande : chaque pays aidé devient **responsable** vis-à-vis de ses pairs

juillet 2012

Espagne : aide des 17, limite de **100** milliards en prêts directs aux banques via le **FESF**, dont 30 débloqués à la fin du mois pour sauver le secteur bancaire touché par la bulle immobilière

L'Italie décide une coupe de 26 milliards dans ses dépenses publiques sur 3 ans afin d'éviter une hausse de la TVA de 21 à 23 %

BEI⁶¹, positionnement, potentiel de financement jusqu'à 180 milliards, puis 216 en 2015, sous forme d'euro-obligations de projets, avec le risque de perdre son AAA

Déclarations président **BCE Mario Draggi**,

- 20 juillet : "prêt à faire tout le nécessaire pour préserver l'Euro...***croyez-moi, ce sera suffisant !***", puis Hollande et Merkel : "déterminés à tout faire pour protéger la zone Euro" : taux de refinancements en nette baisse, bourses nettement positives (SMI 1.36), alors que les pays en difficulté sont en récession accentuée, que le chômage augmente, en particulier celui des jeunes, et le PIB européen stagne

⁶¹ Banque européenne d'investissements, actionnaires : les 27, avec financement pour la moitié hors zone de projets d'infrastructure

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

- 2 août Mario Draggi réitère : "BCE pourrait reprendre ses achats obligations publiques marché secondaire...pour autant que les Etats aidés suivent un programme de redressement et qu'ils fassent la demande de rachat. Bourses retombent. Voir 6 septembre

6 septembre

BCE, décisions, à l'unanimité moins la voix de la Deutsche Bundesbank :

- **Mario Draggi** lance les **OMT**⁶² : achat sans limite d'obligations d'Etat à trois ans au maximum sur le marché secondaire⁶³, à la condition que l'Etat fasse sa demande de soutien auprès des FESF et MESF

et **Mari Draggi** annonce :

- Fin de la première opération lancée en mai 2010 de rachat pour 200 milliards de dettes souveraines grecque, irlandaise, portugaise, italienne et espagnole

Confirmation par les argentiers de - 0.4 & PIB en 2012, et + 0.5 en 2013

La bourse n'a pas attendu le 6 septembre pour repartir, puis a flambé dans l'après-midi (!!!)

13 septembre 2012

La Cour constitutionnelle allemande déclare constitutionnel le MESF (jusqu'à 500 milliards. Le MESF est ratifié par les 27

Entrée en fonction prévu pour le 1^{er} janvier 2013 avec 80 milliards d'Euro qui augmenteront jusqu'à 700 pendant 5 ans, participation en fonction du PIB (Allemagne : 22 milliards) d'abord, jusqu'à 190)

Recul prévu de 0.4 % du PIB européen 2012 et + 0.5 en 2013

Septembre-octobre 2012

De plus en plus de troubles sociaux en Espagne et en Grèce

L'Espagne renforce le **langage de bois**, mais conserve envers et contre tout sa **souveraineté**. Elle pose ses conditions pour une aide qu'elle ne demande pas et entreprend des mesures :

- 39 milliards d'économies supplémentaires en 2013
- audit des banques (officiellement 62 milliards de besoins)
- pas d'aide demandée avant mise en place du MESF sous l'égide de la BCE
- décision formelle du MESF sur base d'un programme d'ajustement pour le pays concerné
- séparation stricte entre dettes bancaires héritées et recapitalisation des banques par le MESF pour la prospective

⁶² *Outright Monetary Transaction*

⁶³ "Pour rester dans les limites de son mandat"

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

- risque de perdre le crédit de 100 milliards accordé par l'Euro-groupe le 21 juillet
- risque d'endettement des banques beaucoup plus élevé qu'avoué en raison de l'endettement des grandes provinces (Castille, Valence, Andalousie, Catalogne)
- la première tranche d'aide de 30 milliards (FESF) a été placée en réserve auprès du FESF. Deux autres tranches de 45 milliards et de 15 milliards sont prévues (sur les 100 milliards de juillet)

L'Espagne aujourd'hui n'a pas regagné la confiance de marchés

Octobre 2012

La zone euro s'enfonce dans le chômage :

- depuis octobre 2006, de 7.5 à 11.5 %, 12 % pour 2013
- 18.2 millions pour la zone euro et 25 millions pour l'UE
- risques accrus de récession par la chute de la consommation et par l'accélération de l'inflation (2.7%)
- PIB zone euro : - 0.4 % 2012 et 0 % 2013⁶⁴
- 55 % des moins de 25 ans en Grèce, 52 % en Espagne

Mario Draggi déclare :

- confirmer le programme **OMT** : rachat de la dette souveraine de façon illimitée "une fois que les conditions seront remplies"
- les candidats doivent s'annoncer et programmer la réduction de leurs déficits publics

La BOE⁶⁵ déclare :

- maintenir le taux d'intérêt à 0.5 % (depuis mars 2009)
- l'enveloppe de liquidités injectées de £ 375 milliards par le rachat de dettes à court terme sera épuisée dans un mois⁶⁶

Le FMI déclare :

- l'austérité fait fuir les capitaux (Espagne 296 milliards en un an, Italie 235 milliards)
- les banques faute de pouvoir augmenter leurs fonds propres devront se défaire d'Euros 4500 milliards d'actifs (58 des plus grands établissements)
- la création d'une union bancaire européenne permettra de rompre le lien entre dettes souveraines et bancaires
- les déclarations de rachat illimité de la dette par la BCE ne sont pas crédibles car sujets aux aléas des politiques sous la contrainte des conséquences de l'austérité
- l'attrait des USA et du Japon comme refuges pour les capitaux est menacé par l'échéance des cadeaux fiscaux *bushiens* et le *fiscal cliff* US et l'endettement insupportable du Japon

⁶⁴ Selon FMI

⁶⁵ Bank of England

⁶⁶ Représente 25 % du PIB et le 33 % de la dette publique britannique

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

- le plus grand ennemi de la croissance pour le futur est l'endettement public des pays développés : 110 % du PIB
- La FED a injecté 2300 milliards de liquidités depuis 2008 et les effets collatéraux seront peut-être pires que les résultats directs (jusqu'à ce jour : innocuité)

L'administration Obama annonce :

- chômage pour la première fois depuis 2006 est descendu à 7.8 % (contre 8.1 prévus)

Les Républicains corrigent :

- les créations nettes d'emplois ont baissé en septembre de 20 % par rapport à août (114000)

(19 octobre) l'UE décide :

- de parvenir à un accord sur la supervision bancaire unique dans la zone Euro d'ici au 1^{er} janvier 2013⁶⁷
- d'harmoniser avec cet accord le traitement des défaillances et des garanties de dépôts avec la supervision de la BCE courant 2013
- d'accorder un traitement équitable à chacun des 27⁶⁸
- décider après cela des critères de recapitalisation des banques par le MESF, seconde moitié 2013
- les 130 milliards de F. Hollande (1 % du PIB de l'UE), une contribution 10 milliards au capital de la BEI pour un bras de levier de 180 milliards, 4.5 milliards d'euro-obligations, le tout pour donner satisfaction à Hollande qui se profile comme leader du Sud, mais dont on sait qu'il ne suffira pas à la relance

Et ne décide pas :

- l'émission d'obligations souveraines européennes à court terme (euro-bills)
- l'émission de titres de dette communautaire destinées à financer les infrastructures la création d'un budget propre à la zone euro⁶⁹ ou alternativement d'une "capacité budgétaire pour la zone euro, afin qu'elle puisse répondre à des chocs asymétriques"
- la création d'une "fonds de rédemption" des mauvaises dettes de la zone euro⁷⁰

Nobel de l'économie à la formule du bonheur par défaut (algorithme de la préférence rapportée appliquée à la théorie des jeux coopératifs)⁷¹

FMI constate que :

- US et Europe n'ont pas absorbé les milliards injectés par les banques centrales
- une partie des liquidités s'envolent vers les BRICS (rendement)
- la masse liquide alimente la surchauffe, les bulles (immobilières)

⁶⁷ Nécessités d'une décision unanime et de l'accord du Parlement européen

⁶⁸ Seuls Danemark et UK bénéficieront de l'*opting-out*

⁶⁹ Soit budget 2014-2020 prévu pour un sommet le 22 novembre

⁷⁰ Qui dépassent le 60 % du PIB

⁷¹ Cf. Le Temps 16 octobre 2012

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

FMI proclame la nécessité :

- d'assouplir les programmes d'austérité
- de contrôler les flux de capitaux

Désaccord sur la supervision bancaire unique des 6000 banques de l'UE alors que l'unanimité, y compris avec les pays hors zone euro est obligatoire, condition préalable à la recapitalisation des banques :

- l'Allemagne veut procéder par étapes en commençant en 2013 par les banques systémiques
- les pays hors euro veulent être associés au conseil de supervision bancaire
- la France veut démarrer le contrôle début 2013

26 novembre 2012

Rencontre Angela Merkel - Donald Tusk : vision d'un nouvel axe fort pur l'Europe : Allemagne - Pologne. L'Allemagne se focalise sur sa relation avec la Russie et la Pologne soutient les dialogues avec l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, enjeux de la Mer Baltique et des approvisionnements énergétiques

février 2013

Budget d'austérité voté de justesse (sous réserve du vote du Parlement) à Bruxelles (2014 - 2020) : 960 milliards (1 % PIB UE), en baisse de 3 %. 6 milliards prévus pour les jeunes. Selon BIT⁷², 21 milliards sont nécessaires, soit 0.5 % des dépenses publiques⁷³

février 2013

Taxe Tobin introduite dans 11 pays (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Estonie, France, Grèce, Italie, Portugal, Slovénie, Slovaquie) : 0.1 % sur les actions et 0,01 % sur les produits dérivés

- **APPRÉCIATION GÉNÉRALE**

Santé des banques

Les banques dans le monde devraient rapidement parvenir à un ROE⁷⁴ de 12 %, ce qui devrait leur permettre de se recapitaliser, bien que ce rendement soit largement inférieur aux 15-20 % obtenus les dix années qui ont précédé la crise (rôle de la banque d'affaires, aujourd'hui contesté ?). Les actifs des banques européennes (UE des 27) avoisinent 386 % du PIB de l'UE,

⁷² Bureau International du Travail

⁷³ Cf. 24 heures 30 janvier p. 9 : "Génération perdue"

⁷⁴ Return on equity

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

alors que la moyenne mondiale est de 182 % . Les banques se tournent vers les **fonds souverains**⁷⁵, et contournent ainsi les réglementations

Situation économique

L'économie des 27 est alimentée artificiellement par la perfusion active des liquidités (compétence BCE) et le rachat par celle-ci de partie des dettes des Etats en difficulté. C'est le principe de la **mutualisation** de la dette. La France de Hollande se déclare pour, l'Allemagne contre, arguant que le préalable est la **mutualisation budgétaire et fiscale**. La France finit par **s'incliner**. Elle l'avait déjà fait sous Sarkozy. Les politiques de **désendettement** se poursuivent dans les petits pays du Sud, aggravant la décroissance économique, le chômage sur le long terme (**récession**). La déflation s'est introduite. Les prévisions des politiques sont à chaque trois mois revues à la baisse. C'est un **déni d'information** qui vise à donner du temps au temps, soit de permettre au système financier d'amortir le plus possible ses engagements toxiques ?

L'Allemagne rallie les pays du Nord, la France les pays du Sud, et la France s'aligne sur l'Allemagne. L'Italie fait bande à part en raison de la spécificité de ses données macro-économiques plus favorables (excédent budgétaire brut ou avant intérêts de la dette, industrialisation relativement substantielle, financement autochtone de la dette, proportion importante de l'épargne des ménages non-déclarée, techno-politique pour une année avec Mario Monti) et usure due à la mauvaise farce berlusconienne (corruption)

La BCE tente des arbitrages au plan technique. Elle agit dans le sens de la rigueur à l'allemande, conditionnant ses ressources à la politique de rigueur, mais reprenant de la dette étatique toxique "pour faire comme si" moyennant 240 milliards (un geste !), et échangeant le court contre le long terme (efficace)

L'Espagne commet un déni figé d'information à sa population quitte à revenir en arrière de cas en cas quand la tension sociale est trop forte (petits cas symboliques, notamment réintégration d'une maison hypothéquée). Le Portugal perd sa jeunesse qui émigre. Dans l'ensemble, l'endettement augmente, le chômage également et celui des jeunes prend l'ascenseur. Dans des pays comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal (plus de 55 % de chômage des jeunes), c'est une génération entière qui est sacrifiée, sans compter les conséquences en termes de caisses de pension, y compris pour les pensionnés et les futurs pensionnés. Les acquis sociaux et les avantages comparatifs déterminants économiques et culturels sont compromis. La différence entre riches, très riches et pauvres, moins pauvres, se tend à l'extrême.

L'Espagne compte plus de 192 milliards de créances immobilière toxiques, soit 11.4 % du total des crédits. .

Le couple illégitime franco-allemand est à juste titre entré dans la rigueur, mais le déni d'information sur la situation réelle (en particulier en France), notamment en ce qui concerne les **jeunes**, ou l'absence de diagnostic sur les crises économique, sociale, politique et culturelle, qui s'ajoute au principe totalement banalisé de perfusion financière (soigner le mal par le mal quitte à l'aggraver),

⁷⁵ UBS, participation directe du Qatar, puis en mains d'un fonds souverain de Singapour (6 à 8 % du capital, soit la majorité)

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

reviennent à miser le tout sur la croissance. Il n'y a pas de jugement, ni de remise en question, encore moins de retournement ou de conversion. La rigueur est la bonne politique pour des pays à solide assise fiscale et industrielle : le changement de mentalité nécessaire (retournement, conversion) y a été amorcé déjà et le temps du retour est suffisamment perceptible pour ouvrir sur la motivation de l'espérance. Appliquée aux autres sans nuance et moyennant le débordement de leur endettement, la politique de rigueur les entraîne et en priorité leurs classes moyennes, sans compter les pauvres, les malades et les personnes âgées, avec les acquis sociaux-économiques de l'Après-guerre vers une récession aggravée sans qu'il y ait vision d'un retournement (conversion) autre que dans les extrêmes politiques

L'axe franco-allemand, pour fondateur qu'il fut dans la dynamique européenne (la Paix éternel), est devenu un rempart pour les pays du Sud les plus gravement endommagés par la crise. Le problème est que la France n'a plus guère les moyens de sa politique et que, depuis Sarkozy, elle se plie à la politique allemande, et perd de sa spécificité. Le Sud n'est plus représenté que pour la façade (par exemple visite de Hollande à Athènes en février 2013). Le seul retournement possible dans la visée de l'Union européenne est celui du **fédéralisme budgétaire et fiscal**. Le retournement n'est pas initié, pire, il est présenté avec le futur **MESF** qui se limite encore à l'approche financière. Le paradigme ou principe de **solidarité** est rompu ou bien n'est pas mis en pratique.

- TRAVAIL DE GROUPE

Commenter le "nouvel axe fort de l'UE" selon vision de novembre 2012 et décrire les enjeux géostratégiques

Identifier le paradigme (principe de crise) qui caractérise la phase 3 et décrire sa signification en termes de retournement (conversion), mesurer la crise en termes de tension et de rupture, situer ce paradigme (principe de crise) sur la scène de la mondialisation

Expliciter cinq événements et trois mesures de la phase 4 de la crise qui vous paraissent les plus significatifs

Définir **FESF, MESF, fonds de rédemption, Bâle III, liquidity coverage ratio, ratio Coock, ETF, titrisation, risque systémique, taxe Tobin, Schwarze Peter italien, l'Espagne ou le langage de bois, déni d'information européen, OMT, LTRO, fiscal cliff, supervision bancaire, mutualisation de la dette, de la fiscalité, du budget, intégration budgétaire et fiscale** et expliquer leur signification des points de vue finance, économie, politique, éthique, philosophie, spiritualité

Analyser les articulations finance-économie, économie-éthique, économie-culture, culture-religion

Exprimer une opinion personnelle sur la signification de la phase 4 aux points de vue éthique, philosophique, spirituel et au sens de la "*simplicité franciscaine*"

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

4.2.8- CRISE FINANCIÈRE PHASE 5. STRATÉGIE DE LA BALLE DANS LE PIED OU LA SUISSE SE DISTINGUE : RUPTURE DU PRINCIPE DE *DIGNITÉ*

- REPÈRES HISTORIQUES

2008 - 2012 **Bérézina dans le sillage de l'UBS**

2008

UBS est prise dans la cerise des *subprime* par sa banque d'affaires aux USA. Elle convoque le CF et lui annonce que, sauf intervention de sauvetage, la banque saute et avec elle le trafic des paiements en Suisse. Décision modèle sur un week-end : injection de 8 milliards dans le capital à 12 % et reprise par la BNS dans la nuit de 65 milliards de crédits toxiques et :

Ratios Fonds Propres de base 19 % en 2019

UBS fin 2010 15.3 % contre 11% 2009

(CS 12.7)

Pas d'impôt jusqu'en 2013 (30 milliards)

Objectif : BN 15.0 milliards

(CS : pas d'impôt jusqu'en 2012)

Secteur financier : 12 % PIB

- E. Widmer-Schlumpf, octobre 2011 proposition sur banques "**to big to fail**"⁷⁶

-
Le problème : le risque principal n'était pas le crédit toxique, mais le contentieux fiscal. On a paré au plus pressé, mais pas au plus important et le CF a été trompé, tandis que la banque était sauvée par les deniers du peuple et sa direction immunisée, jusqu'à paraître sous le paravent d'un conseiller fédéral à la retraite (Kaspar Viliger)

Les signes précurseurs de la Bérézina suisse : exceptions US à la convention de diligence (dès les Années 1980), Fonds en déshérence (4 attaques, dès les Années 1950), UBS banque d'affaires après fusion SBS, *investment bank*, *subprime*

La tumeur cachée : UBS au cœur de la fraude fiscale et au bord du crime organisé

2008 : "Le secret bancaire n'est pas négociable" : Doris Leuthard perd l'occasion du siècle à l'OCDE pour une négociation d'égal à égal en réciprocité de concessions fiscales et administratives. En contraste : l'intelligence du Liechtenstein et du Luxembourg, le lâchage de l'Autriche

La constante du *mélange des genres* : évasion et fraude fiscales, blanchiment et secret bancaire, entraide administrative OCDE et sphère privée, échange groupé (sans les noms) et automatique des données

⁷⁶ Voir ANNEXE B pour le détail (extrait du cours printemps 2012 UNIPOP)

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Or UBS a fraudé en pratiquant à large échelle la fraude fiscale (et non pas l'évasion fiscale) et pas seulement aux USA : elle a décrédibilisé le politique suisse et lui a ôté les moyens de négocier. Problème de mentalité après les affaires *Swissair*, *Unique Airport*, *SBS - UBS*

14 septembre 2011

UBS, Londres. Kweku Adoboli, trader a spéculé contre le FRS !!! Au moment de la fixation à FRS/EURO pertes \$ 2.3 milliards sur exposition jusqu'à 12 milliards officiellement. Mise en exergue de la complicité institutionnelle dans la hiérarchie et de l'absence du principe de solidarité qui avait fait l'image de la Suisse et la fortune de ses banques

2008 - 2013

Politique du CF tous azimuts : **Rübik**, impôt libérateur à la source, en attendant pour 2013 une application identique aux citoyens suisses⁷⁷. Tromperie de la clientèle sur modèle des banques et perte de crédibilité : métastases et cancer généralisé, de la fiscalité des entreprises (holdings étrangères), et du forfait fiscal, et du principe de non-discrimination qui se retourne contre la Suisse (alors qu'elle est largement discriminée par rapport aux places offshores de l'étranger). Fiasco avec l'Allemagne de Rübick pour raisons internes à l'Allemagne !

octobre 2011

Bâle III. Application *du Swiss finish*, lancement de la consultation, jusque 16 janvier 2012. Mise en œuvre 2013, achevée fin 2018 : renforcement des fonds propres (montants et qualité) pour tous (9 %), avec pour la Suisse, montant plus élevé (19 %) et amélioration transparence. En Europe : 9.5 % de fonds proposes refus de principe aux USA et commencement du désengagement des grandes banques. Problème de compétitivité

Juin - juillet 2012

Fiscalité et protection des données : la perte de souveraineté

FATCA⁷⁸, mise en œuvre par les USA et la Suisse (après de nombreux pays européens) de la loi fiscale américaine : assistance administrative, mais apparemment premier pas vers l'échange automatique et généralisé (comme pour les pays européens), la suisse s'engage à remettre sans condition les noms de tous les citoyens américains

MROS⁷⁹, soumise au Parlement : échange sans formalité entre administrations homologues d'informations sur intermédiaires financiers suisses dans la lutte contre le blanchiment d'argent sale (2 à 5 % du PNB mondial selon le FMI) et le financement du terrorisme et

⁷⁷ "Les trois piliers de la "stratégie argent propre" du CF

⁷⁸ *Foreign Account Tax Compliance Act*

⁷⁹ *Money laundering reporting office*

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

criminalisation des infractions fiscales les plus graves (selon recommandations GAFI⁸⁰), mais indépendamment des procédures judiciaires

GAFI, en consultation jusqu'au 30 juin deux projets de loi sur l'argent propre : refuser les clients dont les banques ont des doutes quant à leur normalisation fiscale, dès Fr. 600.000.- (ou 200.000 pendant trois ans) le fraudeur sera puni pour blanchissement (s'il a fait preuve d'astuce ou a falsifié des documents), obligation de transparence pour les obligations au porteur, interdiction des paiements cash dès Fr. 100.000, abandon de l'idée d'auto-déclaration, les paiements immobiliers passeront obligatoirement par des personnes soumises à la loi sur les banques

Transmission des données aux USA avec noms d'employés par les banques suisses, selon décision du Conseil fédéral du 4 avril. Onze banques, qui ont repris la clientèle américaine d'UBS sont accusées de fraude, recherche d'un accord extra-judiciaire : doute sur le respect de la Loi fédérale sur la protection des données, art. 4, sur le code des obligations à propos de la protection de la personnalité du travailleur, art. 328, sur le code pénal à propos des actes exécutés sans droit pour un Etat étranger, art 271. Conseil fédéral, FINMA⁸¹ et banques se rejettent la responsabilité : scandale éthique et perte d'image

Le CF, la FINMA et les banques se renvoient la responsabilité dans la levée de l'interdiction de transmettre des données personnelles et de listes de quelque 10000 employés de banques sont envoyées au fisc américain. Rupture du lien de confiance qui unit les employés et les banques et conséquences d'image pour la clientèle et les autorités au plan mondial : fin du **Swiss respect** ?

Demandes groupées de clients⁸², approuvé par la Suisse

Au grand jour :

Le principe de non-discrimination et ses conséquences pour les Suisses personnes physique et la décision politique d'harmoniser avec l'UE la fiscalité favorable des holdings étrangers (considérée discriminatoire à l'égard des entreprises suisses d'une part, et étrangères à l'étranger d'autre part). Genève envisage de baisser l'ensemble et réclame un différentiel de perte fiscale à la Confédération (230 millions)

Le malentendu des forfaits fiscaux⁸³

10 septembre 2012

Retour au totalitarisme. Le principe de délation. Birkenfeld, ancien cadre UBS à Genève et à New-York reçoit 110 millions de \$ pour avoir dénoncé les clients fraudeurs du fisc. Institutionnalisation du **Whistleblower** ou dénonciateur dans l'intérêt public⁸⁴

⁸⁰ Groupe d'action financière contre le blanchiment d'argent cadre OCDE)

⁸¹ *Swiss financial market authority*

⁸² Art. 26 convention fiscale OCDE : renseignements sans identification préalable, avec identification à la clé

⁸³ Le Temps, WUTHRICH Bernard, Sursis fédéral pour les forfaits fiscaux, 13 septembre 2012

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Septembre - octobre 2012

Bâle III⁸⁵, où l'on s'achète une innocence. La Suisse confirme son avance, avec la Chine, Singapour, le Japon (toujours refus des banques US), même si le CF ne se prononce que fin 2013. Depuis 2007 les banques ont renforcé les fonds propres "durs"⁸⁶ de 2000 milliards de \$, en 2011 les coûts ont progressé de 5 % (2500 milliards \$), les affaires de 3 % (3400 milliards \$), avec la nuance des banques européennes fragilisées au Sud qui dépendent des mesures d'aide d'urgence de la BCE, et que les chiffres d'affaires de l'ensemble européen continue à s'effriter (-16 % par rapport au début de la crise). Les marges se réduisent, la réglementation pèse lourdement sur les coûts et les cours de bourse des 2/3 des établissements des pays développés se traitent au-dessous de leur valeur comptable

LIBORGATE 27 juin 2012 : Barclays Bank prend les devants et se dénonce pour fraude au LIBOR, en offrant de payer une amende de E 360 millions. C'est UBS, membre du cartel illicite sur le LIBOR (600 milliards par jour arbitrés quant au taux d'intérêt de référence), symbole de l'économie de marché libérale, clé de voûte de la confiance interbancaire internationale

LIBOR : prix de référence décidé quotidiennement par le marché pour le taux directeur interbancaire⁸⁷, soit pour Euros 350 mille milliards (5 fois le PIB mondial). de 2006 à 2009, le politique demandait aux banques de tout faire pour maintenir le taux le plus bas possible, puis intervention orale des dealers avec décote après contrat (oral), puis ententes cartel aires illicites et contraires au principe de marché traditionnel. Violation du principe de confiance au plan global, exemple désastreux à la Chine

Point d'orgue : l'UBS **se dénonce et dénonce les membres** du cartel à l'IRS américaine en demandant un traitement de faveur au plan fiscal. Renvoi de l'IRS auprès de l'autorité compétente (principe de la séparation des pouvoirs)

La BRI examine le dossier des banques membres du cartel dénoncé. Le coût des amendes possible est estimé à \$ 20 milliards

octobre 2012

Plainte collective à New-York dans l'affaire du cartel du LIBOR (UBS entre autres)

Mythe to big to fail⁸⁸

19 septembre : Le National approuve par 128 voix contre 40 le projet d'ordonnance modifié par le conseil des Etats :

- Entrée en vigueur 1^{er} janvier 2013
- Etablissements systémiques

⁸⁴ LE TEMPS 20 SEPTEMBRE 2012, *Thévoz Luc*, La Suisse a besoin de donneurs d'alerte,

⁸⁵ Cf. Rapport McKinsey

⁸⁶ Tiers Capital I

⁸⁷ Taux de référence pour toutes les transactions du jour au plan mondial, qui influence les taux à terme et les taux hypothécaires

⁸⁸ Voir ANNEXE B pour le détail (extrait du cours printemps 2012 UNIPOP)

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Fonds propres au moins à 13 % des actifs pondérés en fonction des risques, dont 10 % "durs"⁸⁹ et dont 3 % sous forme de Cocos⁹⁰

Leverage ratio à 4.56 % de l'engagement total au bilan et partiellement du hors-bilan
Plan d'urgence de maintien de la survie en cas de crise

- Etablissements non-systémiques

8 % de fonds propres, 2.5 % des actifs pondérés dont 7 % de fonds "durs"

14 septembre 2012

UBS, Londres. La procureure dévoile le nom des complices de Kweku Adoboli⁹¹. Il a donné les noms, et avoué qu'une partie de ses opérations se faisaient avec une contrepartie fictive dans le but de cacher ses pertes cumulées. Sa rémunération officielle a décuplé en 5 ans (jusqu'à \$ 550.000). La hiérarchie devait-elle être au courant ?

27 octobre (LE Temps) Kweku Adoboli affirme que si la règle interne était de liquider immédiatement une position vendue par un client, la pratique, partagée entre dealers et connue des cadres, était "d'attendre un peu". ainsi les profits et surtout les pertes n'étaient-ils pas comptabilisés, mais passaient par un livre de compensation extracomptable.

UBS : rupture avec la banque d'affaires. Suppression de 100000 emplois dont 2500 en Suisse d'ici 2015 ramenant les effectifs à 53000 postes (contre 83000 fin 2007). L'impact Kweku Adoboli et l'influence du fonds souverain chinois de Singapour (8 % du capital, ce qui en fait l'actionnaire largement majoritaire) , la fin de l'ère Ospel - Oswald Grübel, début de l'ère Axel Weber - Sergio Ermotti avec le recentrage sur les activités de base (gestion de fortune et retail), la mise sous contrôle de la cellule *investment banking* (Carsten Kergeten n'est plus DG), réduction des actifs pondérés par les risque de 400 à 200 milliards, économies de 5.4 milliards

Comparer avec le déboutement en appel de Jérôme Kerviel qui n'aurait agi que seul et condamné à rembourser E 4.9 milliards (voir également les affaires Nick Leeson (Barings, 1996), Bruno Iksil (JP Morgan, 2012)

Quelques ruptures institutionnelles :

Principe de **solidarité** - protection de la **sphère privée** institutions employeurs employés clients

⁸⁹ Capital-actions et réserves

⁹⁰ Fonds de tiers qui peuvent être convertis en capital-actions ou compensés par les pertes dans dédommagement

⁹¹ Cf. ci-dessus 14 septembre 2011

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Principe de la **paix du travail** dans la perspective de sociétés dont le but est le profit actionnarial et non pas la production et le développement de l'appareil de production : la finance a pris le contrôle des entreprises en Suisse (Le Temps, 31 octobre 2012).

Voir à titre d'exemple le développement jusque-là en Suisse du fonds souverain norvégien Nordea 1 European Value Fund, qui "adore les entreprises suisses"⁹² et qui croît de 6.5 % en-dessus du marché depuis trois ans et de 4.5 % depuis quatorze ans qui vise précisément les entreprises selon la capacité à défendre sa stratégie : "ce n'est pas le pays qui compte, mais ses entreprises, la Suisse fait exception".

Principe de **respect** et stratégie des avantages comparatifs déterminants : souveraineté, indépendance, neutralité, crédibilité, image, sécurité à long terme

Bilatérales et absence de perspective, d'espace de négociation, de plateforme de coopération : la Suisse décrédibilisée, isolée :

- La commission européenne décide de ne pas poursuivre la voie des bilatérales⁹³, en prenant parti contre la proposition-pilote d'une libéralisation sectorielle par le biais de l'ouverture progressive du marché de l'électricité⁹⁴. Les risques à terme sont le diagnostic discriminatoire, les mesures de rétorsion sur d'autres secteurs et le contournement de la Suisse par les autoroutes de l'électricité
- Des zones de risques existent par les blocages en matière agricole, chimie, libre-circulation (entrée Croatie en 2013 avec délais d'adaptation) et marchés financiers
- La commission souligne l'acceptation par la Suisse de l'importance de l'homogénéité, de l'interprétation et de l'application uniforme des questions relatives au marché intérieur européen et des besoins d'une adaptation dynamique des acquis

Les achoppements institutionnels prétextés contre les propositions de la Suisse⁹⁵ faites en juin :

- Pas d'instrument existant pour travailler à l'homogénéité des accords existants et à leur interprétation

⁹² Le Temps 29 octobre p. 22

⁹³ Décision prise sans débat le 26 septembre suite à la proposition du CF de juin

⁹⁴ La Suisse exporte la même quantité qu'elle consomme (principalement hydraulique) et génère une balance commerciale positive de 1 milliard

⁹⁵ Association Economique de Libre-Echange (Suisse, Islande, Lichtenstein, Norvège)

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

- Le dispositif électricité présenté en tant que laboratoire pour la coopération future n'est pas retenu (Alpic est pratiquement ruinée et EOS avec elle, faillite de l'ouverture à petits-pas sur le marché européen)
- Perspective devenue inéluctable d'une reprise aussi automatique que possible de l'acquis du droit communautaire sans contrepartie
- Mise sur pied d'un organe de surveillance indépendant des accords pas accepté
- Reproche injustifié de ne faire référence qu'aux futurs accords bilatéraux et non pas à ceux en vigueur
- Reproche intempestif de ne pas faire allusion au renouvellement de la contribution de Fr. 1 milliard à la cohésion qui expire en juin 2001
- Aucune possibilité ouverte d'un organe suisse pour superviser les accords bilatéraux
- La Suisse prétend avoir le temps et la possibilité de la négociation directe avec les membres, alors tant pis pour elle dit-on entre les lignes
- La commission reprendra contact avec l'AELE en octobre et les ministres en novembre

Stratégie de la fuite en avant - arrière

octobre 2012

Droits de l'homme : la suisse peut faire mieux. La critique est acceptée par le ministre Didier Burkhalter devant la CDH, alors que les condamnations proviennent de pays comme la Turquie (qui réclame l'annulation de la votation populaire sur les minarets), le Pakistan, l'Egypte, la Norvège, les USA.

LPCC⁹⁶ révisée, un enjeu majeur, adoptée, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013 Régleme les gestionnaires suisses de manière compatible avec la directive européenne équivalente. Désormais ce ne sont plus les appels au public, mais la distribution à tous les investisseurs (qualifiés ou non, à l'étranger ou non) qui sont réglementés et placés sous la supervision de la FINMA

Accords de libre-échange (et de cas en cas accord de double-imposition)

- Singapour (2003), Corée du Sud (2006), Japon (septembre 2009), Hong-Kong (octobre 2012) en vigueur

⁹⁶ Loi sur les placements collectifs de capitaux

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

- Chine (double danger mortel : invasion des produits chinois en Suisse, transfert automatique des accords avec l'UE, mesures de rétorsion et fermeture frontières), Inde, Indonésie, Thaïlande, Vietnam, Mongolie, Pakistan (ingérable), Philippines

BNS et congélation du trésor : idée créative d'un fonds souverain (500 milliards) mais illégale prima facie 8 manque d'audace et d'imagination, bref, par de "conversion" helvétique

Evasion et fraude fiscales en Suisse, rappel du processus des amendes, pas d'allusion à l'amnistie en cours, problème de discrimination en Suisse selon le droit européen ! 18 milliards à la clé, perte de souveraineté, intrusion dans un système qui fonctionne et mise en question de la confiance raisonnable, principe fondateur du développement helvétique

17 juin 2012

Caisses de pensions suisses, rendement 2012 : 0.3 %⁹⁷ insuffisant, taux de couverture en baisse. Problèmes dans les caisses publiques. Taux technique 3.5 à 4 % (escompte des sorties à terme). Le taux de rendement des placements escomptés à terme devrait dépasser le taux technique de 0.5 %.

début septembre 2012

PIB finit par marquer le pas : 0.5 %⁹⁸ pour 2012 au lieu de 1.2 % (0.5 % entre juin 2011 et juin 2012⁹⁹).

Chômage. Prévu 3.3 en 2013 (contre 2.8% en 2012), soit 15000 de plus

Délitement de l'**industrie** en Europe : le problème de la valeur ajoutée, des infrastructures et des cadres de développement. L'industrie automobile a perdu 60000 emplois en France depuis 2009, alors qu'Obama a sauvé l'industrie automobile aux USA en contrevenant massivement au dogme du libre-échange

L'Espace **Schengen** sous pression : clause de sauvegarde en cas de "menace sévère" avec réintroduction unilatérale temporaire des frontières inapplicable tant que durent les négociations avec les pays tiers sur la réciprocité des visas. Incertitudes quant au système de gestion centralisé. La Suisse négocie

Novembre 2012

Suite affaire trader Adoboli : FINMA juge UBS responsable et le met sous tutelle (lui soumettre toute initiative commerciale dans sa banque d'affaires et toute acquisition y est interdite). Amende de la Financial Service Authority de Londres : £ 30 millions

⁹⁷ Contre 2.4 % par an au cours des 10 dernières années, Source : Suisse Canto, enquête mai 2012 et contre 1.62 (LPPP 25) et 0.19 (LPP 40) en 2011 selon indice LPP.

⁹⁸ Selon CS

⁹⁹ Selon SECO4

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

janvier 2013

Les 30 pays au Comité de Bâle acceptent, pour faciliter la reprise, d'assouplir Bâle III : les stocks du *trading* pourront être partiellement intégrés dans les actifs facilement vendables ! Seul le 60 % des montants initialement requis devront être mobilisés. La couverture peut augmenter graduellement jusqu'à 2015. Le but est de tenir 30 jours en cas de crise

16 janvier 2013

Le CF met en vigueur la Loi sur l'aide administrative fiscale dans les conventions de double imposition au 1^{er} février 2013 (demandes groupées possibles), sans effet rétroactif et pas de pêche aux renseignements. Mise en question (début de crise) de la souveraineté de la Suisse

février 2013

Le "prix de la trahison" : la Suisse pour la première fois assiste au G20 (strapontin) : oui à la discussion en réciprocité sur le traitement fiscal différencié

Le CF suspend (depuis 2009) le projet d'entraide administrative étendu à l'évasion fiscale (le Autorités fiscales étrangères seraient mieux traitées que les Cantons) : tous doivent être traités de la même façon

30 janvier 2013

UBS livrera des données de clients de Wegelin au fisc US¹⁰⁰ (la trahison, après le transfert du nom des employés de banque et des 4500 clients de l'UBS

- **APPRÉCIATION GÉNÉRALE**

Les principes tactiques d'une guerre de retard : attitude qui se veut pragmatique, ambition du paraître de bon-élève, politique en sous-main, absence d'anticipation, de vision, de prise de responsabilité, de leadership et reprise à mauvais compte de la responsabilité des banques (en particulier UBS malgré trois tromperies, mais également des 11 établissements qui ont racheté à UBS sa clientèle américaine !!!)

Résultats : accumulation des échecs, perte de crédibilité et ***entrée dans la crise par la porte institutionnelle***, ce qui est un comble.

L'attitude de la Suisse à l'égard des USA est frileuse, voire capitularde depuis la prétention des Grandes banques à opérer sous juridiction américaine et à développer la banque d'affaires. Au jeu du donnant-donnant les USA se sont montrés les plus forts et une brèche s'est ouverte dès les années huitante (avec les nuances spécifiques apportées à l'application de la Convention de diligence des banques), qui met en question avec notre souveraineté l'image qui a fait notre succès : celle d'un pays indépendant et sûr sur le long terme quant aux droits des personnes et des choses. Par ailleurs l'affaire des fonds en déshérence, qui se justifie du point de vue éthique, mais guère en pratique a

¹⁰⁰ Cf. Le Temps 30 janvier 2013 p. 19

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

montré à tort des points faibles du secret bancaire. Cette attaque est revenue à quatre reprises depuis les Années cinquante, pour aboutir en 1995 à un accord où seuls quelques avocats ont gagné.

Le comportement criminel (en termes pénaux suisses notamment) de l'UBS aux USA et les procédures et menaces notamment de *clash action*, ses mensonges par omission au Conseil fédéral en 2008, ont reporté le problème au niveau politique et l'utilisation largement abusive du secret bancaire (pour fraude fiscale à large échelle) a cassé, avec l'image de confiance qui a fait la banque suisse, l'intégration intime de l'établissement et de la banque en général dans la mentalité helvétique et l'image extérieure de cette mentalité. Tant et si bien que depuis le Gouvernement ne fait que courir après l'événement tandis que l'UBS a multiplié les scandales. Le paradigme ou le principe de **dignité** a ici été rompu.

Après les ventes de CDROM aux autorités allemandes et françaises, grave défaite avec le refus allemand de *Rübick* pour la Place financière. Ce résultat essuyé après les succès des accords *Rübick* anglais et autrichiens compromet l'image de leader financier de la Suisse et la poursuite des tractations avec d'autres pays (Italie, Grèce, la France ayant refusé l'entrée en matière, pire elle dénoncé unilatéralement l'accord sur la double imposition ce qui montre la faiblesse de la Suisse même au fait de son bon droit). Même la France exsangue ne respecte pas nos accords sur la double imposition.

La politique de la chaise vide de la Suisse à l'OCDE en 2008 sous prétexte que le secret bancaire n'était pas négociable nous a fait perdre l'occasion d'initier une reddition réciproque en matière de "spécialités fiscales".

La crise entre en Suisse par la petite porte de la naïveté et de la défaite institutionnelles.

Un retournement (conversion) devrait progressivement se faire jour dans la politique d'argent propre en passe d'être esquissée par le Conseil fédéral. Rappelons que la Suisse pratique une intéressante amnistie fiscale pour ses résidents depuis quelque trois années. Le paradigme ou le principe de la dignité est celui de la valeur de l'hospitalité à long terme pour les personnes et les biens confiés aux institutions helvétiques.

- TRAVAIL DE GROUPE

Lire l'article ci-dessus mentionné du Temps sur UBS et Wegelin (30 janvier 2013 p. 19)

Lire l'article Le Temps 27 décembre 2012 p. 6 : Il faut repenser tout notre système fiscal

Définir le processus et les enjeux de la **Bérézina UBS**, du **whistleblowing**, de l'ensemble **FATCA, MOS, GAFI - OCDE, Rübick, Bâle III**, et expliquer leur signification des points de vue finance, économie, politique, éthique, philosophie, spiritualité

Commenter l'affaire Adobola dans le cadre de la polémique sur la banque d'affaires

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Analyser les articulations finance-économie, économie-éthique, économie-culture, culture-religion

Définir les principaux paradigmes culturels et identitaires de la Suisse versus l'UE et/ou l'UEM

Situer ces paradigmes sur la scène de la mondialisation et évaluer leur évolution à la lumière de la crise

Expliciter les paradigmes (principes) et enjeux de la crise financière phase 5

Exprimer une opinion personnelle sur la signification de la phase 5 aux points de vue éthique, philosophique, spirituel et au sens de la "*simplicité franciscaine*"

5- OPINION (AGGIORNAMENTO - SIMPLICITÉ FRANCISCAINE)

N.B. : il est proposé que le contenu de ce chapitre soit la synthèse des travaux de groupes échelonnés sur le déroulement du séminaire.

L'idée est de mettre en place et d'exercer une méthode qui permette de se faire une opinion personnelle des événements tels que rapportés par la presse quotidienne et les milieux spécialisés sur la crise de 2008 à ce jour.

La méthode proposée est celle utilisée dans ce document, à savoir pratique le fil rouge suivant :

- Enjeux
- Objectifs
- Paradigmes - principes
- Quelle crise ? quelles crises ?
- Etymologie - Définitions de base
- Les cinq paradigmes ou principes de retournement (conversion)
- Quel aggiornamento pour moi ici et maintenant ?
- La crise en tant qu'opportunité de retour à la simplicité franciscaine dans la vie (ma) de tous les jours

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS
Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

ANNEXE A

Quelques chiffres

PIB

- BRICS 5.6 % en 2012
- Chine 7.7 % en 2012 (9.3 en 2011), 8.1 en 2013
- USA 1,5 en 2012
- Monde 3.3 en 2012 (3.4 en 2011), 3.6 en 2013 (contre 3.8 attendus)
- Allemagne - 0.6 % en 2012
- France
- Espagne
- Grèce - 6.4 % (2012) - 4.4 5 (2013)
- Suisse 0.9 en 2012 (1.7 en 2011), 1.3 en 2013

Chômage

- BRICS
- Chine
- USA
- Monde 202 millions de personnes en 2013 (197 en 2012), pas d'amélioration prévue avant 2017, mais jusqu'à 211 millions (6 %)
- France 10.2 % (fin 2012) soit 2.9 millions
- Italie 11.3 %
- Espagne 25. % (2012)
- Grèce 27 %
- Suisse

Chômage jeunes¹⁰¹

- Monde 74 millions (12.6 %)
- Europe 23.4 % (25 millions de personnes)
- Zone euro 24.4 (contre 15.5 % 5 ans plus tôt)
- Italie 38.7 %

Banques centrales

- BNS : bilan 500 milliards,

- BRICS 5.6 % en 2012
- Chine 7.7 % en 2012 (9.3 en 2011), 8.1 en 2013
- USA 1,5 en 2012
- Monde 3.3 en 2012 (3.4 en 2011), 3.6 en 2013 (contre 3.8 attendus)

¹⁰¹ Entre 15 et 24 ans selon BIT

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

- Suisse

Fonds souverains

- monde : 5100 milliards \$
- 6.5 % capital UBS (fonds chinois à Singapour) ou majorité déterminante
- Suisse : intérêt croissant, notamment dans les blues-chips, l'immobilier, les start-ups, pas de statistique connue
- ADIA, Abu Dhabi 627 milliards
- Gouvernement pension fund, Norvège, 611
- SAFE, Chine, 568
- GIC, Singapour, 248
- Temasek, Singapour, 157

ANNEXE B¹⁰²

LE RISQUE SYSTÉMIQUE ET LE TO BIG TO FAIL (TBTF) EN SUISSE

Introduction

La Suisse fait preuve en général, depuis le début de la crise, de sang-froid et de compétence. Nous ne revenons pas ici sur les mesures relatives à l'UBS qui sont bien connues, ni sur Bâle III qui est commenté au fil de cette présentation.

Nous nous référerons pour l'essentiel au rapport de la Commission parlementaire sur le TBTF, du 4 octobre 2010, approuvé avec modifications le 30 septembre 2011¹⁰³ et sur les commentaires officiels qu'il a suscités. Notre but n'est pas d'en dresser une analyse systématique, ni technique, mais d'en dégager une opinion utile.

Définition

La définition de la Commission est pragmatique : "Une entreprise a une importance systémique si (i) elle fournit des prestations de service dont l'économie ne peut se passer et si (ii) aucun autre acteur de marché n'est en mesure de remplacer ces prestations de service dans un délai acceptable pour l'économie."¹⁰⁴

Pragmatique, parce que :

- les critères d'applicabilité sont mentionnés: la taille, la concentration du marché, les interdépendances et la substitutalité,
- on ne cherche pas à définir le risque systémique, mais qu'on définit ce risque concrètement par rapport à une entreprise en position de monopole pour des prestations indispensables. en plus, on donne les critères d'applicabilité,

¹⁰² Extrait du cours UNIPOP printemps 2012

¹⁰³ Ci-après : la Commission

¹⁰⁴ La Commission 3/148

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

- le champ d'application est limité au secteur bancaire, et par la suite, UBS et CS y seront intégrés,
- les mesures, au nombre de 4, sont ensuite précisées de façon concrète,
- le rapport a fait l'objet d'une consultation ouverte et constructive auprès de tous les secteurs et organismes concernés.

Pragmatique, la définition a l'avantage de prendre le problème par les effets qu'il pourrait avoir et non pas par ses causes, ou ces processus qui sont hors portée, et de correspondre à une mise en œuvre possible par les acteurs concernés. Elle est forcément limitée, puisqu'elle ne permet de remonter aux causes. Elle fait notamment l'impasse sur le risque systémique en tant que tel.

Les enjeux du TBTF pour la Suisse¹⁰⁵

UBS et CS détiennent le 1/3 du marché domestique et des dépôts et la quasi-totalité du trafic de paiements. Leurs ressources bilanciées à 2.5 fois le PIB et sont 21 fois supérieures aux recettes de la Confédération (contre respectivement 4.5 et 40 fois avant la crise !). La faillite de l'un de ces établissements entraînerait la déstabilisation du système financier et menacerait par conséquent l'économie réelle. Il s'agit donc de maintenir les prestations de ces deux établissements, soit de les maintenir eux en atténuant autant que faire se peut la probabilité de défaillance de l'une d'elles.¹⁰⁶

Brève description des mesures selon la Commission

Les fonds propres en % des actifs pondérés en fonction des risques passeront :

- au plan international à 10 % (4.5 de FP de base, 3.5 de contingent convertibles bonds, 2.5 de supplément de FP de base en fonction du risque systémique),
- au plan suisse, à 19 % (10 % de FP de base, 9 % de contingent convertibles bonds)

La mise à niveau des FP doit suivre une évolution qui est fonction des circonstances, soit : une exigence minimale, un volant de sécurité, une composante progressive.

Les liquidités doivent correspondre en tout temps au niveau requis par "une crise générale sur les marchés financiers et une perte de confiance importante des créanciers envers la banque."¹⁰⁷ La conséquence est que les déposants retirent leurs dépôts sans délai et que la banque n'a plus les moyens de se refinancer sur le marché. La dotation en liquidités devra permettre "de faire face pendant un mois au moins aux sorties de fonds estimées dans une telle situation."¹⁰⁸

¹⁰⁵ La vie économique, revue de politique économique 12-2010, Michael Ambühl, Secrétaire d'Etat aux affaires financières internationales, Ulf Lewrick, suppléant du chef de la section finance internationale

¹⁰⁶ Voir *ibid.* p. 2

¹⁰⁷ La Commission 37/148

¹⁰⁸ *Ibid.*

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

Réduction de la concentration sur les gros risques. La commission décrit les gros risques et les contreparties bilanciels et de contrôle concomitantes, ce qui n'est pas nouveau dans le cadre bancaire suisse, mais elle en réduit notablement la possibilité.

L'organisation interne de la banque doit permettre de maintenir, quoi qu'il arrive, les fonctions jugées vitales pour la Suisse. Selon le principe de subsidiarité, les fonctions vitales (systémiques) de l'établissement, en cas de liquidation ou d'assainissement, "seront rapidement transférées dans une nouvelle entité juridique"¹⁰⁹.

Conclusion critique et opinion

L'approche systémique est un aveu d'impuissance. Elle consiste à imputer au marché la compétence de son équilibre en cas de crise. Or, par définition, la crise est une rupture des forces d'équilibre du marché. Car il est vrai en effet que l'approche libérale qui repose sur l'universalité de la Loi de l'offre et de la demande par rapport à un besoin, exprime une réalité naturelle. Comme toute loi cependant, la loi du marché évolue et connaît des ruptures de fonctionnement. Elle n'a rien d'absolu, elle n'est pas la Vérité. La crise actuelle est due au bras de levier démesuré donné à la finance qui poursuit de ses propres buts en créant de la non-valeur. La loi de l'équilibre peut correspondre à une donnée réelle quand elle exprime les besoins et les échanges de l'économie, ou de la gestion de la Maison humaine, c'est une vérité constatée. Avec une réserve que l'économie du XIX^{ème} siècle avait mise en avant : celle d'un écart près qui, pour être exceptionnel, n'en est pas moins un écart de rupture : l'écart de la Main invisible, qui exprime la finitude humaine. Il s'agit pour les uns de la Main de Dieu, pour les autres de celle de la destinée. L'approche systémique revient à nier la possibilité de cet écart, par l'application théorique du principe de *précaution*, pratiquement en diversifiant le risque dans le système jusqu'à l'infini (titrisation, dérivation, hedging). ***C'est oublier la nature de la Création, qui est par essence imprévisible et finie.***

L'approche systémique a pour conséquence, la crise actuelle nous en livre l'évidence, le risque systémique, et le risque systémique est le retour naturel à la case départ de l'imprévisibilité et de la ***finitude***. Le bras de levier financier de la création de non-valeur, dans l'approche systémique, a agi avec la puissance, sinon du risque zéro ou de la dispersion infinie du risque, ce qui revient au même, au moins du chaos en ce sens que le risque existe toujours, mais qu'il est irrattrapable.

Le TBTF, qui est une méthode de rattrapage, ou d'anticipation des conséquences du risque systémique apparaît comme un non-sens. En effet, si un établissement présente des caractéristiques si monopolistiques ou si démesurées que sa mort entraîne celle du système qu'il irrigue, alors il suffirait de réduire sa taille ou de supprimer son monopole. Pour les banques, il suffirait de revenir à la sagesse de 1929 avec le *Glass-Steagall Act* qui séparait les banques d'affaires des banques dépôts.

Quant aux prestations monopolistiques, il suffirait de les répartir entre des établissements de plus petite taille en faisant jouer la loi de la concurrence. En effet, personne ne peut intégrer les rouages internes de l'appréciation du risque crédit d'une banque, et encore moins du risque spéculatif. De plus, prétendre se substituer à la banque pour reprendre ses affaires vitales est un leurre : une

¹⁰⁹ Ibid. 5/148

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

banque sur laquelle le doute pèse ne tient pas plus d'une heure dans le marché. Les pompiers de substitution arriveront forcément trop tard.

Le TBTF tel qu'il est décidé ne résout pas le problème du dérèglement de la finance qui est la cause technique de la crise. La cause morale est le détournement des ressources à des fins de pouvoir et d'ostentation au détriment des valeurs sociales et des engagements institutionnels. La cause philosophique est la croyance dans la maîtrise du futur et de la finitude.

Les menaces sur la Suisse sont bien davantage que le TBTF, le problème de l'honnêteté des dirigeants, en particulier à l'UBS, qui ont contrevenu gravement aux règles sur le blanchiment fiscal et par là décrédibilisé la Suisse dans ce qu'elle a de plus précieux : le capital-confiance. Ils ont également contrevenu gravement à la coutume de solidarité en travaillant à Londres contre la BNS, lorsqu'ils ont spéculé sur trois ans pour faire monter le FRS. La décision de la BNS de maintenir un cours de Fr. 1.20/ 1 E les a surpris et a dévoilé ce complot. La poursuite des dirigeants aurait été le meilleur moyen de redonner confiance, cette valeur non monnayable qui repose sur une culture reconnue par tous.

Les menaces immédiates sur la Suisse, qui tiennent au fait qu'elle est riche, stable et sérieuse, viennent des paquets fiscaux de l'UE, des USA, et notamment de l'entraide administrative qui équivaldra pour nous à une perte de souveraineté et de crédibilité intérieure comme extérieure. Elles viennent également de la force spéculative du FRS qui vient d'être muselée en l'arrimant à une monnaie malade

septembre 2012

Le politique découvre que le risque systémique (*to big to fail* ???) est fortement réduit par les dispositions sur le renforcement des fonds propres, basés sur l'émission d'emprunts assortis d'abandons possibles de créances (CoCo) ont été approuvées par les Chambres. Le risque systémique étant apparemment écarté, le politique se penche sur le risque de liquidités décide de mesures qui les renforcent (le disponible doit représenter le 33 % des engagements à court terme)¹¹⁰. Des tests de résistance sont nécessaires en chaque banque.

ANNEXE C : BIBLIOGRAPHIE SUGGÉRÉE

Bibliographie générale

ARENDRT Hannah, *La Crise de la culture*, Paris : Gallimard, 1972 [1954]

ARENDRT Hannah, *Condition de l'homme moderne*, Paris : Calman-Lévy, 1983 [1961]

ARENDRT Hannah, *Les Origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, Paris : Gallimard, 2002

[1966]ARTUS Patrick, *La nouvelle économie*, Paris, Editions la Découverte et Syros, 2002 ASSMANN

Jan, *Moïse l'Égyptien*, Paris : Aubier, 2001

BADIOU Alain, *Saint Paul. La fondation de l'universalisme*, Paris : PUF, 1997

¹¹⁰ Ces mesures sont valables pour UBS et CS

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

Souffle d'Assise - Simplicité volontaire

- BERNOÛT XVI, *Caritas in Veritate, L'Amour dans la Vérité*, Saint-Maurice (Trad.), Editions Saint-Augustin, 2009
- BRANDT Jean-Marie, *L'obligation de réciprocité. Pour une position stratégique de la Suisse face à l'Europe de 1992*, th. Dr sc. économiques Uni Neuchâtel, 212p. Montreux, Imprimerie Corbaz SA., 1990 (épuisé)
- BRANDT Jean-Marie, *Les atouts de la Suisse face à l'Europe*, Lausanne, Editions Marcel Favre, 1990
- BRANDT Jean-Marie, *Obsolescence de l'offre religieuse*, th. Dr théologie Uni Lausanne, Genève, Editions Slatkine-Fonds pub. Uni Lausanne, 2010
- COMTE-SPONVILLE André, *L'esprit de l'athéisme. Introduction à une spiritualité sans Dieu*, Paris : Editions Albin Michel, 2006
- CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, 2005, Editions Saint-Augustin (Trad), Saint-Maurice
- CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Pour une réforme du système financier et monétaire international dans la perspective d'une autorité publique à compétence universelle*, 2011, cité du Vatican
- CONSTITUTION PASTORALE Gaudium et Spes sur l'Eglise dans le monde de ce temps (texte de Vatican II), Vatican : 1965.
- DECLARATION DE BERNE, Swiss Trading SA, Lausanne, 2012 (2^{ème} Ed.), Editions d'En bas
- DIAZ Hector, M.G., *A Korean Theology. Chu-Gyo Yo-Ji. Essentials of the Lord's Teaching by Chong Yak-jong Augustine. 1760-1801*, thèse de doctorat sous la dir. de Jakob Baumgartner, S.M.B., Neue Zeitschrift für Missionswissenschaft, 1986, 466 p.
- DUPUY Jean-Pierre, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris : Seuil, 2002
- GALBRAITH J.K., *Les mensonges de l'économie*, Paris : Grasset et Fasquelle, 2004
- GAUCHET Marcel, *Le désenchantement du monde*, Paris : Gallimard, 1985
- GEFFRE Claude, *Profession Théologien. Quelle pensée chrétienne pour le XXIème siècle ?*, Paris : Albin Michel, 1999
- GISEL Pierre, *Qu'est-ce qu'une religion ?*, Paris : Librairie philosophique J.Vrin, 2007
- GRAZ Jean-Christophe, *La gouvernance de la mondialisation*, Paris : La Découverte, 2004.
- HADOT Pierre, *Eloge de Socrate*, Paris : Allia, 1999.
- JASPERS Karl, *Origine et sens de l'Histoire*, Paris : Plon, 1954.
- JONAS Hans, *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris : Les éditions du Cerf, 1995
- JONAS Hans, *Pour une éthique du futur*, Paris : Payot & Rivages, 1998
- LEVINAS Emmanuel, *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*, Paris : Kluwer Academic [1971].
- LEVINAS Emmanuel, *Transcendance et intelligibilité*, Genève : Labor & Fides, 1996
- NANCY Jean-Luc, *La Déclousion. (Déconstruction du christianisme, 1)*, Paris : Galilée, 2005
- PLIHON, Dominique, *Le nouveau capitalisme*, Paris, Editions La Découverte, 2003, 2004, 2009
- TILLICH Paul, *La dimension religieuse de la culture*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 1990
- TILLICH Paul, *Dogmatique*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 1997 [1925]
- VALLEE Catherine, *Hannah Arendt. Socrate et la question du totalitarisme*, Paris : Ellipses Edition Marketing, 1999

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS***Souffle d'Assise - Simplicité volontaire*****Bibliographie franciscaine**

BARTOLI Marco, *François et les pauvres, entre aumône et partage*, Editions franciscaines (Trad.), 2009

BOURREAU Alain, *l'inconnu dans la maison, Richard de Mediavilla, les Franciscains et la Vierge Marie à la fin du XIIIème siècle*, Paris, les Belles lettres, 2010

FLOOD David, *frère François et le mouvement franciscain*, Paris, les Editions ouvrières, 1983

TODESCHINI Giacomo, *Richesse franciscaine, de la pauvreté volontaire à la société de marché*, Bologne (Trad.) Verdier-poche, 2004